

Programme mondial
des Nations Unies
pour l'évaluation des
ressources en eau

Indicateurs sexospécifiques pour l'évaluation, le suivi et la production de rapports sur les ressources en eau

Joni Seager



Indicateurs sexospécifiques pour l'évaluation, le suivi et la production de rapports sur les ressources en eau

Auteur: Joni Seager
Rédactrice: Francesca Greco

Ce document inclut l'outil
- numéro 1 « Indicateurs » , et
- numéro 2 « Méthodologie »
du Kit d'outils sur le genre et eau du WWAP.

Le Kit d'outils sur le genre et eau du WWAP est
un apport du Projet ONU WWAP UNESCO pour le
suivi, l'évaluation et la production de rapports des
ressources en eau intégrant le genre.

Collection WWAP Genre et eau N° 1

Publié en 2015 par L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2015

ISBN 978-92-3-200081-1

Citation suggérée :

Seager, Joni. 2015. *Indicateurs sexospécifiques pour l'évaluation, le suivi et la production de rapports sur les ressources en eau*. Document technique. Collection WWAP Genre et eau. WWAP. Paris, UNESCO.



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

La présente licence s'applique exclusivement aux contenus textes de la publication. L'utilisation de tout autre contenu n'étant pas clairement identifié comme appartenant à l'UNESCO ou étant dans le domaine public devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation auprès de l'UNESCO : publication.copyright@unesco.org ou Éditions UNESCO, 7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP France.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Ce document technique a été rédigé à partir des travaux originaux de Joni Seager et des résultats du premier atelier du Groupe de travail du WWAP sur les indicateurs sexospécifiques (juin 2014). Il inclut les Outils numéros 1 et 2 du Kit d'outils sur le genre, une contribution du Projet ONU WWAP UNESCO pour l'évaluation, le suivi et la production de rapports sexospécifiques sur les ressources hydriques.

Les lecteurs et lectrices sont encouragés à envoyer leurs commentaires, apports, contributions et suggestions à Francesca Greco, f.greco@unesco.org, Coordinatrice du projet.

Couverture et mise en page : Dimensione Grafica

Imprimé par Dimensione Grafica
Pérouse (Ombrie), Italie

Cette publication a été imprimée avec des encres végétales sur du papier FSC Sources Mixtes, qui soutient la gestion durable des forêts, 100% recyclé, sans acide ni chlore.



Table des matières

Remerciements	6
Liste d'acronymes	8
Avant-propos	9
Préface	10
Introduction	11
1 La moitié manquante	13
1.1 L'importance des données sexospécifiques	14
1.2 Engagements officiels de généralisation de l'analyse sexospécifique	14
1.3 Situation des données sexospécifiques dans le système de l'ONU	15
2 Fondements conceptuels et méthodologiques : défis et exigences pour développer et travailler avec des données significatives sexospécifiques	17
2.1 Valoriser les connaissances sociales autant que les informations fondées sur les systèmes physiques	18
2.2 Réunir les informations quantitatives et qualitatives	19
2.3 Réunir les données macro et micro	22
2.4 La nature incomparable de l'inégalité	22
2.5 Entrer à l'intérieur du ménage	23
3 Identifier des indicateurs de priorité	25
3.1 Exemples de priorités de données sexospécifiques	26
3.2 Lignes directrices et principes	27
3.3 Le processus du WWAP vers la mise en place en priorité d'indicateurs sexospécifiques	31
4 Méthodologies	33
4.1 Approches méthodologiques pour les tests sur le terrain des indicateurs prioritaires	34
4.2 Entretiens d'établissement des faits et archives officielles	34
4.3 Études observateur-participant d'activités de groupe/publiques	35
4.4 Enquêtes au niveau des ménages et au sein des ménages	36
5 Conclusion	37
Annexe. La « liste étendue » d'indicateurs possibles sexospécifiques pour le secteur de l'eau	39
Références	47

Remerciements

Le WWAP souhaiterait remercier tous les membres du Groupe de travail sur les indicateurs sexospécifiques dans le secteur de l'eau, qui ont travaillé sans relâche à l'élaboration de ce document :

- Elisabetta Aurino, Chargée de recherche à la School of Public Health de l'Imperial College de Londres, associée de recherche à l'Université d'Oxford ;
- Susan Bazilli, Directrice du International Women's Rights Project ;
- Alice M. Bouman-Dentener, Présidente fondatrice honoraire du Women for Water Partnership, Membre du Comité directeur du European Water Stewardship ;
- Marcia Brewster, Présidente de l'Association des Nations Unies des États-Unis, consultante sur les questions liées aux ressources en eau et au genre ;
- Angela Calvo, Professeure associée à l'Université de Turin ;
- Alice Centrone, Consultante en genre et développement rural, chercheur à la Direction générale pour la coopération du développement, Coopération italienne ;
- Moa Cortobius, Chargée de programme à la Water Governance Facility du PNUD, coordinatrice pour les questions de genre à l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) ;
- Emily Deschaine, Mise en réseau et gestion des connaissances, Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) ;
- Anton Earle, Directeur du centre régional africain, Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) ;
- Asma El Kasmi, Chaire UNESCO « Eau, femmes et pouvoir de décisions », Université Al Akhawayn d'Ifrane ;
- Amber Fletcher, Ph.D., École d'études supérieures de politiques publiques Johnson-Shoyama, Université de Regina ;
- Christiane Froelich, Chercheur postdoctoral à l'Institut de recherche sur la paix et la politique de sécurité de l'Université de Hambourg ;
- Giovanna Gioli, Groupe de recherche sur les changements climatiques et la sécurité (CLISEC), Université de Hambourg, co-fondatrice du réseau international Gender, Climate Change and Conflict Network (GCCN) ;
- Frédérique Holle, Chargée de mission, Women for Water Partnership, Pays-Bas ;
- Inga Jacobs, Chercheur principal au Conseil pour la recherche scientifique et industrielle (CSIR) ;
- Eiman Karar, Directeur exécutif pour la gestion des ressources en eau, Water Research Commission (WRC) ;
- Évelyne Lyons, Consultante indépendante dans le secteur des services pour l'environnement ;
- Aishwarya Nair, Assistant Project Manager chez Golder Associates, rédactrice en chef de wH2O Journal on Gender and Water ;
- Vasudha Pangare, Consultante indépendante en développement social et membre de l'Alliance Genre et Eau (GWA) ;
- Carolyn Sachs, Professeure de sociologie rurale et d'études de la condition des femmes, et cheffe du département des études de la condition des femmes à l'Université de Penn State ;

- Viviana Re, Titulaire d'une bourse Marie Curie, École nationale d'ingénieurs de Sfax (ENIS) ;
- Rosemary Rop, Spécialiste en eau et assainissement, Banque mondiale, États-Unis ;
- Joni Seager, Professeure et directrice du département des études internationales, Université de Bentley ;
- Ilaria Sisto, Chargée de genre et développement à la FAO ;
- Lyliose Umupfasoni, Chargée de programme pour l'Afrique de l'Est au Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), directrice Environnement et Forêts au Ministère des ressources naturelles du Rwanda ;
- Barbara Van Koppen, Chercheur principal sur la pauvreté, le genre et les ressources en eau, Programme régional d'Afrique australe, Institut international de gestion de l'eau (IWMI) ;
- Tom Williams, Directeur de programmes et directeur de groupe régional, Association internationale de l'eau (IWA) ;
- Lesha (B.M.) Witmer, Experte indépendante sur la gouvernance de l'eau et le développement durable, membre du comité directeur de Women for Water Partnership ; et
- Claudia Wendland, spécialiste en eau et assainissement à Women in Europe for a Common Future (WECF).

Nous aimerions également remercier Daanish Mustafa (King's College de Londres), Ana Elisa Cascao (SIWI), le projet UNESCO-PHI GGRETA, le groupe de travail de l'AMCOW sur le suivi et l'évaluation et l'Université de Hambourg (CLISAP) pour leurs apports précieux.

Liste d'acronymes

GLAAS	Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-Water (Analyse et évaluation de l'état de l'assainissement et de l'eau potable dans le monde)
JMP	Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement
S&E	Suivi-évaluation
H/F	Homme/Femme
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisations non gouvernementales
ASEG	Analyse socio-économique selon le genre
TWM	Gestion des eaux transfrontières
DAES-ONU	Département des affaires économiques et sociales de l'ONU
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WASH	Eau, assainissement et hygiène
WWAP	Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau
AMCOW	Conseil des ministres africains chargés de l'eau
UNESCO-PHI/GGRETA	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – Programme Hydrologique International/Groundwater Resources Governance in Transboundary Aquifers (Gouvernance des ressources en eaux souterraines des aquifères transfrontaliers)
CLISAP	Cluster d'excellence Integrated Climate System Analysis and Prediction

Avant-propos

Irina Bokova
Directrice générale de l'UNESCO

Des données précises sont essentielles à la mise en place d'une politique efficace.

C'est la raison pour laquelle les données sexospécifiques revêtent une telle importance pour le succès du nouveau programme mondial pour le développement durable : évaluer les besoins actuels et suivre les évolutions futures. Nous avons besoin d'une image précise de la réalité sous toutes ses dimensions, afin de pouvoir modeler cette réalité pour le bénéfice de toutes les femmes et de tous les hommes.

Les gouvernements et les agences de développement se sont engagés à promouvoir l'équité et la non-discrimination dans leurs actions et leurs politiques et il est de notre devoir de traduire cet engagement par des actes. Dans le secteur de l'eau, cela implique de développer des données sexospécifiques, dont l'absence constitue un obstacle majeur à la production de preuves scientifiques sur les inégalités de genre. Ce manque de données signifie que les informations liées à la formulation de politiques ne peuvent pas être corroborées, que les analyses comparatives entre pays et régions ne peuvent pas être menées, et qu'en matière d'eau et du genre, il est impossible de mettre en place des solutions concrètes reposant sur des bases solides.


En 2014, à la Commission de la condition de la femme, j'ai uni ma voix à celle d'autres dirigeants des Nations Unies pour mettre en exergue le besoin de traiter toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles. Si dans le monde, des progrès ont été réalisés, des inégalités persistent quant à qui participe, contribue et bénéficie de la gestion des ressources en eau. Les choses doivent changer.

L'égalité des genres est essentielle pour un développement plus durable et plus inclusif, et ceci vaut également pour la gestion des ressources en eau : renforcer l'inclusion sociale, éradiquer la pauvreté et progresser en matière de développement durable et de sécurité alimentaire. L'accès, la disponibilité et la gestion de l'eau, en tant que moteur et outil du développement durable, peuvent déterminer de quelle manière les personnes et les communautés planifient, envisagent et forgent leur avenir.

L'égalité des genres est un droit humain vital pour que toutes ces initiatives soient couronnées de succès.

Préparé par le Programme mondial des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau, le présent rapport cherche à combler le manque d'informations en matière d'eau et d'égalité des genres, en examinant une série d'indicateurs et de méthodologies sur la collecte des données sexospécifiques dans le secteur de l'eau. Ensemble, notre objectif futur sera de créer le tout premier recueil mondial d'informations sur ces données.

Le présent rapport incarne notre engagement commun à faire avancer les droits humains et le développement durable dans le cadre d'un programme unique, afin de jeter les bases d'un avenir placé sous le sceau de l'égalité entre hommes et femmes en matière de ressources en eau. Ceci n'a jamais été aussi important.



Préface

Michela Miletto
Coordinatrice a.i. du WWAP

Les femmes sont des acteurs clés qui jouent un rôle distinctif dans les politiques et programmes en matière d'eau, et elles sont traitées comme telles dans les déclarations d'intérêt et dans la plupart des grandes plateformes des programmes de développement actuels. Le lien entre genre et eau est habituellement pris en considération dans les projets environnementaux, de développement socio-économique, et plus spécifiquement, dans les projets liés à l'eau.

Cependant, le besoin d'avoir une représentation des ressources en eau qui soit ventilée par sexe prouve à quel point il est important de comprendre les rôles de chaque sexe dans la sauvegarde des ressources en eau et le partage de l'eau par l'humanité.

Le message clé est évident : nous devons reconnaître les femmes et les filles en tant qu'agents de changement au sein de leurs communautés, et apprécier leurs accomplissements à leur juste valeur, notamment dans le processus décisionnel, où nous pouvons tirer parti du leadership des femmes pour construire la paix et mettre en œuvre des politiques hydriques équitables. La construction d'un avenir meilleur pour tous passe par la participation pleine et égale de l'ensemble des femmes et des hommes dans le domaine de l'eau.

À mesure que nous avançons, chaque société doit soutenir l'autonomisation de tous ses citoyens, en tant que sources d'innovation et de dynamisme. Dans cet esprit, ce document technique représente une première initiative planétaire pour promouvoir la collecte de données sexospécifiques dans le secteur de l'eau. Elle servira de base pour établir la première vue d'ensemble de la situation de l'égalité des genres en termes d'accès, de participation et de contribution à la gestion des ressources en eau dans le monde entier.

Partant du mandat de l'UNESCO dans le domaine de la science, la publication s'appuie sur le travail mondial de suivi et d'évaluation de l'ONU WWAP UNESCO, et enrichit sa perspective grâce à la collaboration de nombreux experts mondiaux issus de domaines tels que l'égalité des genres, l'agriculture, l'assainissement, les sciences sociales, l'anthropologie et la géographie ou encore les eaux transfrontières.

L'ONU WWAP UNESCO a ouvert la voie à la généralisation du genre dans tous ses projets et publications. À partir de l'édition 2012 du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR) « Gérer l'eau dans des conditions d'incertitude et de risque », tous les WWDR suivants « Eau et énergie » (2014) et « L'eau dans un monde durable » (2015) ont généralisé la dimension du genre. En outre, afin de réitérer son engagement à souligner le lien entre le genre et l'eau, une annexe ad hoc du WWDR 2012 a été publiée à l'occasion du sommet Rio+20.

Le WWAP ouvre à présent de nouvelles perspectives avec un projet pour l'évaluation du suivi des ressources en eau intégrant le genre, dont la méthodologie et les indicateurs ici décrits ne sont qu'un premier résultat.

Les indicateurs de priorité et les approches méthodologiques ici décrits englobent la première et la deuxième partie du kit d'outils développée par le WWAP, qui inclut également des lignes directrices sur la façon de collecter des données sexospécifiques, et un questionnaire de terrain. Ces quatre éléments composent le kit d'outils complet, disponible sur le site web du WWAP.

C'est avec un grand plaisir que je vous invite tous à lire ces indicateurs et cette méthodologie et à les concrétiser dans de prochains projets sur l'eau et travaux d'évaluation des ressources en eau.



Introduction



Les « indicateurs sexospécifiques pour l'évaluation, le suivi et la production de rapports sur les ressources en eau » constituent une piste révolutionnaire pour les professionnels, les chercheurs, les praticiens du développement, et les ministères afin d'intégrer l'analyse par genre dans leurs statistiques sur les ressources en eau. Ce document technique est le premier outil et la première production d'un projet plus vaste financé par le WWAP pour « l'évaluation, le suivi et la production de rapports des ressources en eau intégrant le genre ».

Le projet compte quatre phases: Phase I, élaboration d'un kit d'outils destiné au suivi et à l'évaluation des ressources en eau intégrant le genre ; Phase II, projets pilotes sur le terrain ; Phase III, validation des résultats et diffusion ; et Phase IV, renforcement des capacités.

Un Groupe de travail international a assisté le WWAP pour la mise en œuvre de la Phase I du projet. Dans le cadre de réunions et de téléconférences régulières, les membres ont apporté leur contribution professionnelle, en fournissant des informations actualisées, des examens et conseils d'experts sur des questions théoriques et des méthodologies, afin de préparer un kit d'outils pour l'évaluation et le suivi des ressources en eau intégrant le genre. Ce kit d'outils est composé d'indicateurs de priorité et de méthodologies, décrits dans le présent document technique, d'un document de travail sur les lignes directrices et d'un questionnaire sur la façon de collecter des données sexospécifiques sur l'eau. Entre avril et juillet 2014, la principale mission du Groupe de travail a consisté à identifier une liste d'indicateurs de priorité pour les tests sur le terrain. La méthodologie a été élaborée suite aux conclusions théoriques du premier atelier du Groupe de travail, organisé en juin 2014 au siège du WWAP. Un deuxième atelier s'est tenu en décembre 2014, au cours duquel les lignes directrices et le questionnaire pour l'enquête sur le terrain ont pris forme. Tous ces éléments constituent désormais le « kit d'outils du WWAP pour l'évaluation, le suivi et la production de rapport sur les ressources en eau intégrant le genre ». Une liste d'indicateurs, une méthodologie, une série de lignes directrices et un questionnaire sont venus compléter la liste d'instruments afin de démarrer la Phase II du projet, à savoir les projets pilotes sur le terrain.

Aucune évaluation des ressources en eau ne saurait être réaliste sans une perspective sexospécifique. Et aucune prise de décision ne saurait être inclusive sans la participation des femmes comme des hommes au processus. Le kit d'outils sexospécifique pour la collecte de données sexospécifiques constituera la première étape vers le démarrage d'un processus de mutation dans la manière dont les ressources en eau seront gérées à l'avenir. Il renforce l'engagement de l'UNESCO WWAP à promouvoir l'égalité des genres dans le secteur de l'eau.

Reconnaissant que les inégalités de genre, d'appartenance ethnique, d'âge et de minorités sont traitées dans les Objectifs de développement durable, le présent document technique ne comble qu'une seule lacune dans un seul secteur : les écarts entre hommes et femmes dans l'évaluation du suivi des ressources en eau. Il existe une multitude d'autres lacunes à combler.

1 La moitié manquante



1.1 L'importance des données sexospécifiques

Au cours des trente dernières années, les évaluations des universitaires, des politiques et des praticiens ont engendré une opinion commune selon laquelle il est impératif de mener des analyses sexospécifiques dans le secteur de l'eau. Il est à présent largement reconnu que les femmes sont les principales parties prenantes dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement et que les hommes et les femmes ont généralement des priorités, des usages et des besoins différents en eau et en assainissement. Par ailleurs, il est communément admis que les dynamiques sexospécifiques concernant les ressources en eau et l'assainissement reflètent et renforcent à la fois les liens croisés entre pauvreté, genre et développement durable. Dans l'ensemble, l'analyse sexospécifique est une perspective essentielle pour comprendre l'approvisionnement, la gestion, et la conservation des ressources en eau dans le monde.

Le rôle clé des femmes dans la gestion et l'assainissement des ressources en eau est de plus en plus reconnu à tous les niveaux des actions liées au développement. Il est notamment largement accepté que les femmes et les hommes ont généralement des responsabilités différentes au sein du ménage en matière de santé, d'hygiène, d'assainissement et autres activités productives, et que la gestion de l'assainissement et de l'hygiène domestiques par les femmes est un élément central tant de la sauvegarde de la santé publique que de la dignité privée. De même, il est abondamment prouvé que le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement a un impact direct sur la santé, l'éducation, l'emploi, les revenus et l'autonomisation des femmes et des filles, de manière différente que pour leurs homologues masculins (Sommer, 2010 ; DAES-ONU, n.d. ; UNICEF, n.d. ; Water.org, n.d.). Les femmes représentent au moins la moitié de la main d'œuvre dans l'agriculture et la production alimentaire, et si elles ne sont pas en mesure d'acquiescer ou de contrôler l'eau nécessaire pour mener cette activité, la production alimentaire est mise en péril, tant à l'échelle locale que mondiale (WWAP, 2012).

1.2 Engagements officiels vers une analyse sexospécifique

La sexospécificité dans le secteur de l'eau et de l'assainissement figure dans les programmes institutionnels internationaux au moins depuis le début des années 1990 (Fong et al., 1996 ; Rathgeber, 1996 ; ONU, 1990). En matière d'élaboration de politiques, il existe pléthore de déclarations de soutien émanant des agences gouvernementales et des gouvernements pour inclure la sexospécificité dans la planification et l'évaluation du secteur de l'eau et de l'assainissement. La quasi-totalité des grands cadres, engagements, déclarations et plans d'action mondiaux concernant l'eau et l'assainissement mentionnent l'importance de l'inclusion de considérations sexospécifiques dans leur vision globale. De la Déclaration de Dublin de 1992¹ au Plan de mise en œuvre de Johannesburg² en 2002, en passant par la Déclaration sur le droit à l'eau du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies (CDESC-ONU, 2002) et la Déclaration de l'UNICEF de 2008 sur l'eau et l'assainissement dans les OMD,³ le genre semble, en principe, figurer dans l'agenda international de l'eau. Cependant, ces engagements ne parviennent pas encore à influencer en

¹ <https://www.wmo.int/pages/prog/hwrp/documents/english/icwedece.html#p3>

² http://www.un.org/esa/sustdev/documents/WSSD_POI_PD/English/WSSD_PlanImpl.pdf

³ www.unicef.org/wes/index_womenandgirls.html, 2008.

pratique la formulation de politiques et l'établissement des priorités (DAES-ONU/UNW-DPC, 2009 ; Seager, 2010 ; Fletcher et Schonewille, 2015).

1.3 Situation des données sexospécifiques dans le système de l'ONU

L'une des principales entraves à une intégration plus poussée du genre dans le régime de politiques internationales est le manque surprenant de données internationales comparables sur les indicateurs sexospécifiques relatifs aux ressources en eau. Les mécanismes des politiques internationales reposent avant tout sur les données. Sans données sexospécifiques, il est impossible de mesurer pleinement les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Sans données, il est difficile de réaliser des évaluations analytiques efficaces de la situation comparative des femmes et des hommes dans différentes communautés ou régions du monde (DAES-ONU, 2009). En l'absence de données sur un sujet, aucune politique informée ne peut être élaborée ; si un sujet n'est pas clairement identifié dans les bases de données standardisées, alors, suivant un effet pygmalion, il n'est pas jugé important. Faire en sorte que le genre « compte », au sens propre, a été pendant longtemps au cœur du projet féministe (Seager, 2010).

En 2008, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES-ONU) a convoqué un groupe d'experts en vue d'évaluer l'état des données sexospécifiques. Le groupe a mis en exergue le besoin urgent de données sexospécifiques dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, et a identifié une longue liste d'« indicateurs de l'eau et de l'assainissement sexospécifiques et actuellement non-représentés ou sous-représentés » (DAES-ONU/UNW-DPC, 2009). Faisant écho à l'appel du DAES-ONU pour des données sexospécifiques, les chercheurs et les praticiens ont intensifié leur appel à faire de la collecte de données sexospécifiques relatives aux ressources en eau et de l'identification d'indicateurs des priorités. Ainsi, l'Alliance Genre et Eau (GWA) considère la collecte de données sexospécifiques comme un élément clé d'un « programme a minima » susceptible de faire la différence dans la gestion des ressources hydriques (CA/GWA/BE, n.d.). Le Fonds international de développement agricole (FIDA) estime que l'« indisponibilité de données sexospécifiques » est l'une des principales raisons de l'écart existant entre les engagements politiques sur l'eau et le genre, et la pratique réelle (FIDA, 2007). Dans son article sur les femmes, l'eau et le développement, l'économiste Isha Ray conclut que : « l'évaluation de l'impact, la documentation du processus, et l'analyse du succès ou de l'échec dépendent tous, en définitive, des données désagrégées... le manque de données sexospécifiques relatives aux impacts des politiques hydriques et les désagréments qui en découlent quant à la façon dont le genre et le développement devraient être théorisés, permettent difficilement d'arriver à des conclusions solides quant à savoir quelles politiques sont les plus à-même d'assurer aux femmes pauvres un accès fiable à l'eau pour vivre et subsister » (Ray, 2007, p. 441).

Malgré l'urgence transmise par ces évaluations des conséquences de l'absence de données désagrégées, il n'est pas exagéré de dire que les principaux groupes et agences internationaux chargés de la compilation de données mondiales ne collectent quasiment pas de données sexospécifiques sur le secteur de l'eau ou de l'assainissement. En effet, une étude récente préparée pour le Programme mondial des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) (Fletcher et Schonewille, 2015) révèle que la dimension du genre est en réalité sur le déclin dans les grandes

enquêtes internationales. Les deux principales entités qui collectent des données sur l'eau, dont le GLAAS (Analyse et évaluation de l'état de l'assainissement et de l'eau potable dans le monde ONU-Eau/OMS) et le programme conjoint OMS/UNICEF (JMP), ont toutes deux cessé d'inclure des données sexospécifiques dans leurs principaux rapports statistiques. Les rapports du JMP de 2008, 2010 et 2012 incluaient des données sexospécifiques sur la collecte de l'eau, mais le genre est absent de la mise à jour 2013 du JMP et du tableau statistique 2014⁴ publié récemment. De même, bien que l'enquête 2011 du GLAAS réunissait des données sexospécifiques sur la présence des femmes dans les institutions publiques de l'eau et sur les mesures destinées aux femmes dans les programmes hydriques, cette dimension a disparu de l'instrument d'enquête 2013-2014 du GLAAS.⁵

En 2013, un rapport de la Commission statistique du Conseil économique et social des Nations Unies, (ECOSOC) sur l'état des statistiques sexospécifiques collectées par les gouvernements nationaux dans le monde, a révélé que les statistiques sexospécifiques relatives à l'eau sont parmi les moins disponibles (voir Tableau 1) :

Table 1. Pourcentage de pays produisant « régulièrement » des statistiques sexospécifiques sur des questions spécifiques

	%
Mortalité	85 (le plus élevé)
Population active	83
Éducation et formation	81
Pauvreté	71
Agriculture	44
Accès aux services d'assainissement	39
Accès à l'eau propre et salubre	37 (le 4e le plus bas sur 22 indicateurs)
Emploi informel	37
Médias	15

Globalement, 45,2% des pays ne produisent aucune statistique sexospécifique sur l'eau.

Source : Adaptation de l'ONU (2013).

⁴ <http://www.wssinfo.org/documents/>

⁵ http://www.OMS.int/water_sanitation_health/glaas/en/

2 Fondements conceptuels et méthodologiques : défis et exigences pour développer et travailler avec des données significatives sexospécifiques



L'analyse de cette section repose sur les travaux de spécialistes en méthodologie et théoriciens féministes qui ont lutté au cours des 30 dernières années face aux défis que représentent la collecte et l'utilisation de données sexospécifiques. Principalement, cinq approches féministes conceptuelles et méthodologiques de haut niveau sont directement pertinentes pour cette analyse :

2.1 Valoriser les connaissances sociales autant que les informations fondées sur les systèmes physiques

Traditionnellement, les perspectives liées à la technique, à la technologie, aux infrastructures/ingénierie et à la biophysique dominent les secteurs de l'eau et de l'assainissement, et les décideurs politiques ont l'habitude de se tourner d'abord vers les sciences physiques lorsqu'ils recherchent des conseils et des informations. Anton Earle et Susan Bazilli (2013, p. 99) ont récemment examiné cette dynamique dans une analyse de la gestion des eaux transfrontières : « (...) la plupart des processus internationaux de gestion des eaux transfrontières (TWM) qui se produisent dans le monde répondent à « la mission hydraulique » : en premier lieu, la construction de méga-infrastructures telles que barrages et réseaux de transfert d'eau (...) ces approches d'ingénierie héroïques représentent essentiellement un discours masculinisé, l'accent étant mis sur la construction, le commandement et le contrôle. Conséquence de ce discours masculinisé, les principaux acteurs des processus de TWM ont été les États, représentés par les élites techniques, économiques et politiques agissant au nom de ce qu'on appelle généralement « l'intérêt national ». Les communautés locales, qui dépendent directement de ces ressources, en sont exclues (...) ».

En raison de la mise en avant des perspectives techniques et technologiques dans ce secteur, les experts en ressources hydriques sont souvent particulièrement isolés de leurs collègues susceptibles d'entreprendre des analyses sociales. Les experts en genre, en tant qu'experts du domaine social, sont habituellement exclus des débats politiques autour de l'eau. Ils peuvent même souvent s'en exclure eux-mêmes car ils imaginent qu'ils n'ont que peu à apporter à un domaine « biophysique » tel que l'eau. Le fossé entre les experts en eau et les experts en genre est vaste, et il ne commence qu'à présent à être lentement comblé.

Ainsi, le premier changement conceptuel nécessaire pour que cette nouvelle perspective prenne pied consiste à replacer de façon univoque l'eau et les relations liées aux ressources qui en découlent, dans le contexte des relations sociales et des activités économiques humaines, plutôt que de définir les ressources hydriques avant tout sous leur forme physique ou technique. Ceci exige également de repenser la structure des experts : les connaissances et l'expertise des spécialistes en sciences sociales et des experts en genre doivent être considérées au même titre que les connaissances et les informations des experts venant des sciences physiques et de tous les processus du secteur de l'eau, y compris, et c'est là le plus important, dans la prise de décision et la formulation de politiques.

Ce changement s'est, dans une large mesure, produit pour une grande partie des activités des praticiens et des universitaires : l'eau n'est plus considérée comme appartenant principalement au domaine intellectuel ou politique des spécialistes des sciences physiques ou de l'ingénierie hydraulique. L'intérêt porté à la dynamique de l'eau selon le genre (notamment à son utilisation, sa gestion et son accès) trouve conceptuellement sa source dans deux sous-domaines liés : le genre et le développement, et le genre

et l'environnement. Depuis le début des années 1970, tant les praticiens que les universitaires ont fait valoir l'importance d'examiner avec attention la dimension du genre dans les projets de développement, les discours du développement, et les processus et pratiques du développement (voir, par exemple, des travaux fondateurs tels que Boserup, 1970 et Wellesley Editorial Committee, 1977). Dans le même temps, l'intérêt émergeant pour les femmes, la nature et l'écologie a jeté les bases de ce qui est maintenant un sous-domaine solide d'enquête sur les dimensions sexospécifiques relatives aux ressources et à l'environnement (Ortner, 1974 ; Shiva, 1989 ; Leach, 1992 ; Mies et Shiva, 1993 ; Carney, 2004 ; Elmhirst et Resurreccion, 2008). Du chevauchement des intérêts du développement féministe et des analyses environnementales féministes, est né l'écologie politique féministe, fortement marquée par un intérêt dans les relations matérielles entre genre et environnement (Agarwal, 1992 ; Rocheleau et al., 1996 ; Schroeder, 1999 ; Seager 1993 ; Sturgeon, 1997).

L'intérêt porté par les praticiens et les universitaires contemporains à la question du genre et des ressources hydriques se fonde sur toutes ces origines intellectuelles. Une approche basée sur l'économie politique des ressources a contribué à concentrer l'attention sur l'eau en tant que ressource stratégique, de plus en plus rare et profondément ancrée socialement, autour de laquelle gravitent la lutte des classes, des sexes et de la mondialisation (Shiva, 2002 ; Barlow and Clarke, 2003 ; Sultana, 2007). Les discours sur le développement humain axés sur l'eau et l'assainissement font ressortir les dimensions relatives aux droits humains et à l'équité de l'accès, de la propriété et du contrôle de ces deux éléments (PNUD, 2006 ; Harris, 2009). L'attention qui s'est récemment portée sur le « cycle hydrosocial » (Swyngedouw, 2006 ; Budds, 2008 ; Hawkins et Seager, 2010 ; Linton et Budds, 2014) contribue à ce phénomène et se nourrit d'une littérature existante sur la nature sexospécifique des relations entre l'environnement et les ressources, y compris l'eau.

En termes de formulation des politiques cependant, la réticence à prendre sérieusement en considération l'analyse du genre dans ce qui est perçu comme un domaine « scientifique » demeure un problème transversal, commun à tous les domaines liés à l'environnement, et pas uniquement au secteur de l'eau. La lente progression vers l'instauration d'une place pour l'analyse du genre autour de la table politique se verra accélérée par le projet du WWAP pour « l'évaluation du suivi des ressources hydriques intégrant le genre » et renforcée par l'engagement précédent du WWAP à intégrer le genre dans toutes ses activités et ses produits liés à l'eau, y compris dans les éditions les plus récentes du *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau* (WWAP, 2012, 2014 et 2015 ; Greco, 2013).

2.2 Réunir les informations quantitatives et qualitatives

Bien que le terme « indicateurs » évoque une approche quantitative, bon nombre des aspects sexospécifiques dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, qui sont généralement considérés comme importants, ne peuvent raisonnablement pas être réduits à un seul indicateur quantitatif (ni même à quelques-uns). Plusieurs dimensions de « l'autonomisation » sont particulièrement difficiles à saisir quantitativement. Les mesures de l'autonomisation se réduisent souvent à « compter des têtes », un indicateur indéniablement important mais qui ne recouvre pas la même chose que « l'autonomisation » dans le monde réel. Beaucoup de femmes participent à des réunions ou siègent dans des conseils mais ne prennent jamais la parole ; ou bien si elles parlent, on les écoute rarement ou on les ridiculise pour leur présomption, ou pour ce qui est

perçu comme étant un manque d'expertise. Il apparaît clairement que les femmes ne sont pas nécessairement « rendues autonomes » par le simple fait d'être nommées à un conseil ou à un organisme officiel. Il peut s'agir là d'une étape nécessaire, mais pas suffisante.

Il est difficile d'utiliser uniquement des méthodes quantitatives pour saisir les nuances des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes et les processus interactifs qui créent et entretiennent les inégalités ou à travers lesquels les femmes luttent pour changer la dynamique du pouvoir. L'économiste népalaise Bina Pradhan (2003, p. 54) écrit : « (...) les mesures quantitatives socio-économiques de l'autonomisation sont des indicateurs utiles, [mais] elles ne sont pas suffisamment sensibles pour saisir les nuances des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes. Ceci est dû au fait que les méthodes quantitatives ne sont pas capables, à elles seules, de saisir les processus interactifs à travers lesquels les personnes se trouvant dans des situations de faiblesse élaborent des stratégies pour optimiser une relation inégale afin, par exemple, de mieux s'alimenter, de se marier plus tard, d'avoir moins d'enfants, d'accéder à des services d'assainissement et à des conditions de vie meilleures, et de réduire leur charge de travail ». L'Encadré 1 donne un exemple de la richesse des informations obtenues à partir des enquêtes sexospécifiques et réalisées au sein des ménages.

Encadré 1. Expériences d'insécurité alimentaire au Bangladesh au sein des ménages et sexospécifiques

Dans une étude récente de Coates et al. (2010), les femmes et les hommes de mêmes ménages au Bangladesh ont fait l'objet d'une enquête sur leurs expériences d'insécurité alimentaire. Les femmes et les hommes exprimaient des visions très différentes de l'insécurité alimentaire, à tel point que si seuls les hommes ou seules les femmes avaient été interrogés, presque un tiers des foyers se trouverait dans des catégories différentes de sécurité alimentaire. Les auteurs arrivent à la conclusion que la notion d'insécurité alimentaire « des ménages » n'est pas particulièrement utile, étant donné qu'il a été démontré que « certaines manifestations de l'insécurité alimentaire ne sont pas partagées collectivement ou de la même façon par les personnes vivant dans le même espace de vie » (p. 81). Certaines des différences les plus flagrantes entre les réponses des hommes et des femmes adultes appartenant à un même ménage portaient sur les expériences suivantes :

	% femmes répondant « oui »	% hommes répondant « oui »
Je ne pouvais pas acheter des snacks pour la famille	66.8	20.5
J'ai pris de la nourriture à crédit dans un magasin local	20.8	41.5
J'ai emprunté de la nourriture aux voisins	31,1	13,4
Déclarer que la famille ne mangeait pas de viande	31.1	13.4
J'ai moins mangé	54.3	38.0
	45.8	37.2

On constate d'autre part peu de différences entre les hommes et les femmes de mêmes ménages sur les questions suivantes:

J'ai mangé moins de riz brisé	10.4	11.9
J'ai reçu ou demandé la charité	8.2	6.8

Les approches féministes dans ce domaine sont animées par la préoccupation que la recherche de données et d'indicateurs devrait représenter la réalité des vies des femmes et des hommes, telles qu'ils ou elles en font l'expérience. Les informations concernant les processus et le pouvoir socio-économiques sont souvent mieux obtenues par des approches qualitatives. Le paradigme dominant établissant que le secteur de l'eau est un domaine technico-scientifique plutôt que social, il existe une perception erronée, bien que largement acceptée, selon laquelle les données qualitatives sont moins sérieuses, moins fiables, moins pertinentes, anecdotiques ou ad hoc. Malgré ce scepticisme, des méthodologies solides participatives et à partir d'entretiens ont été développées, très souvent sous un angle féministe, afin de saisir les réalités qualitatives, basées sur l'expérience, ou « vécues ». Ces méthodes fournissent en général des récits riches, subjectifs et parfois particulièrement personnels.

Ceci pose immédiatement le problème de la façon dont les indicateurs qualitatifs narratifs et quantitatifs peuvent être combinés pour former un tout cohérent et utile. Un document de travail de 2006 « Both ENDS » (CA/GWA/BE, 2006, pp. 13-14) résume ce dilemme de la façon suivante : « Dans le même temps cependant, des chiffres précis permettant de mesurer l'ampleur des différences entre les genres en matière de droits et de responsabilités et de quantifier la nature masculine de l'éducation et des professions liées à l'eau, manquent souvent. Dans les analyses des ressources en eau, les informations concernant les divisions par genre en matière de travail, de droits et d'opinion [pour l'eau], ainsi que le nombre d'étudiants et de professionnels, ne sont souvent pas collectées systématiquement. De même, les bases de données conventionnelles sur l'eau n'incluent généralement pas ce type d'informations. D'autre part, la plupart des informations sexospécifiques relatives à l'eau sont disponibles sous la forme d'études de cas anthropologiques qui fournissent des récits approfondis des divisions par genre en matière de travail, de droits et de responsabilités, liées aux identités et structures sexospécifiques, et qui permettent des compréhensions nuancées des significations changeantes et contestées du genre. Les connaissances et les informations générées grâce à ces analyses sexospécifiques correspondent souvent à un format et une forme qui ne sont pas facilement utilisables par les chercheurs du secteur de l'eau. Il existe en d'autres termes un manque de cohérence entre les informations dont les analystes de l'eau et les décideurs politiques ont besoin, et le type de connaissances produites par les analystes du genre. »

Il s'agit d'un problème philosophique et méthodologique, qui n'est pas impossible à résoudre, même si cela semble être souvent le cas. De nombreux chercheurs utilisent des informations qualitatives pour valider et « étoffer » les données quantitatives. Ainsi, l'Indice pour l'autonomisation des femmes dans l'agriculture repose sur l'idée de compléter les données quantitatives par les méthodes qualitatives pour ce qui est de leur signification et interprétation (Alkire et al., 2013). Une nouvelle technique, encore à l'étude, est une approche d'« évaluation participative méthodologique » qui quantifie effectivement les informations qualitatives. Christine van Wijk-Sijbesma (2001) et ses collègues ont été en première ligne du développement de cette approche, notamment pour le genre et l'eau. D'autres méthodologies sont en train d'apparaître (van Wijk-Sijbesma, 2001 ; Nightingale, 2002 ; van Koppen, 2002 ; Postma et al., 2003), dont certaines se concentrent sur la mesure de l'« intensité » de la participation, et d'autres sur le développement d'échelles qualitatives ordinales ou d'échelles classées. Elles devraient fournir une orientation pour développer des méthodologies spécifiques pour la deuxième phase du Projet du WWAP pour l'évaluation du suivi des ressources hydriques intégrant le genre, prévue en 2015.

2.3 Réunir les données macro et micro

Les vertus des données à petite échelle sont bien connues. Comme l'a affirmé en 2008 le Groupe d'experts du DAES-ONU sur les données sexospécifiques, une échelle réduite fournit souvent les informations les plus appropriées et utiles. Les données sur les interventions locales et à petite échelle (ainsi que leurs résultats et leur impact) par genre fournissent une base de connaissances concrètes sur l'efficacité des politiques et des processus du secteur de l'eau. Les données locales constituent la base de la majorité des connaissances actuelles dont nous disposons sur le genre dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Afin de fournir des informations destinées à la formulation de politiques, et de renforcer les capacités au niveau local ou régional, il n'est pas nécessairement souhaitable de collecter des données uniformes au plan mondial, car elles peuvent gommer une différenciation locale importante des informations. Il n'en demeure pas moins que l'évolution des politiques repose encore largement sur des informations « généralisables » et synthétiques. « Transposer » ces données à différentes échelles ou intégrer des données issues d'échelles différentes est un exercice complexe qui requiert une attention et un travail de méthodologie accrues. Les efforts de collecte de données à grande échelle s'enlisent à petite échelle. Une agrégation de données à petite échelle ne génère pas nécessairement (ni toujours) une vision généralisable. Néanmoins, il arrive souvent que des efforts à petite échelle puissent étayer et valider des méthodes et techniques d'enquête qui peuvent ensuite être appliquées à plus grande échelle.

2.4 La nature incomparable de l'inégalité

Une question liée au problème épineux « qualitatif/quantitatif » est le dilemme posé lorsque l'on mesure « l'inégalité » ou « l'autonomisation ». Ces termes sont presque par nature des termes relatifs. Des « injustices » ou des « inégalités » apparaissent habituellement dans plusieurs dimensions de positionnements culturels et économiques spécifiques. L'Observatoire de l'égalité de genre du CEPALC-ONU, par exemple, offre cette note de précaution: « Afin de qualifier une politique de « juste » du point de vue du genre, il convient de réfléchir à ce qu'est la justice, et à qui elle s'adresse. Dans le cas du genre, les demandes de justice n'émanent pas d'un seul endroit (voir la contribution clé de Nancy Fraser sur cette question). Le genre n'est pas une classe ou un statut social. Les injustices liées au genre ne peuvent pas être attribuées à un seul facteur, c'est la raison pour laquelle les demandes liées au genre invoquent une injustice économique, mais également des injustices de reconnaissance et des injustices liées à l'organisation de l'action politique et de la prise de décision... il est possible d'analyser trois dimensions de l'ordre social actuel dans lesquelles justice doit être rendue : la redistribution, la reconnaissance et la représentation. Bien que ces dimensions soient clairement liées, elles peuvent également être analysées séparément » (CEPALC-ONU, 2012, p. 4).

L'expérience de l'inégalité et de la discrimination, et, à l'opposé, de l'autonomisation, est également extrêmement locale et personnelle. L'Indice pour l'autonomisation des femmes dans l'agriculture offre quelques conseils pour développer des indicateurs en naviguant parmi les particularités de l'autonomisation (Alkire et al., 2013).

Même sans épouser l'affirmation nihiliste postmoderne⁶ selon laquelle il n'existe pas de « vérité » ou de réalité partagée, chaque fois que la question de l'utilisation d'indicateurs pour saisir la réalité des vies des femmes est abordée, un débat s'engage entre universalisme et relativisme. Au plan philosophique, on pourrait conclure qu'il n'y a pas de mesure ou d'ensemble de mesures unique permettant d'appréhender de la même façon les inégalités hommes-femmes liées à l'eau dans les îles Fiji, au Gabon, au Canada ou en Iran. Au plan méthodologique cependant, nous pouvons commencer à développer des substituts de meilleures pratiques en matière de données, qui, au quotidien, représentent plutôt les pratiques dominantes.

Ainsi, la « masculinisation » du secteur de l'eau aux niveaux formels (dans les filières de l'éducation, l'ingénierie, le développement des grands ouvrages hydrauliques, etc.) est bien connue et immédiatement reconnaissable par les femmes qui travaillent dans ce secteur. La mesure de la « masculinisation » (un phénomène à la fois institutionnel et culturel) en soi est presque impossible. Dans ce cas, les données de substitution (« indicatives ») remplacent de grands concepts culturels, tels que la « masculinisation » : les informations sur le pourcentage de femmes et d'hommes faisant des études universitaires, ou de femmes et d'hommes occupant des postes à responsabilités dans les agences de l'eau, et les organes similaires. De la même façon, jeter des passerelles entre les identités et les cultures nationales pour mesurer une force telle que « l'inégalité » est, en soi, quasiment impossible, mais un déploiement soigneux de données de substitution peut, ici aussi, fournir des indications précieuses qui, une fois analysées, peuvent être étendues avec des analyses narratives nuancées.

2.5 Entrer à l'intérieur du ménage

Le ménage est généralement perçu comme une unité décisionnelle unique, dans le secteur de l'eau comme ailleurs. Cette vision « unitaire » a été critiquée à juste titre par les intellectuels féministes (voir, par exemple, Alderman et al., 1995; Carloni, 1981; Folbre, 1986 ; Guyer, 1997 et Ray, 2007), dont les travaux révèlent que le ménage, loin de fonctionner comme une unité unique, est un ensemble d'adultes et de non-adultes de différents âges et sexes et qui ont des priorités, des besoins et un pouvoir différents à l'intérieur de ce ménage. La façon dont les membres des ménages négocient, le cas échéant, les décisions, les priorités et l'affectation des ressources et des bénéfices n'est pas une caractéristique secondaire : elle fait partie intégrante de la nature d'un « ménage », et elle reflète les rapports de force et les normes de ce ménage basés sur le genre. Aux fins de la collecte de données sexospécifiques, ces processus internes au ménage sont l'objectif principal.

Les informations obtenues au niveau du ménage sont souvent précieuses et constituent parfois l'unité de données la plus sensible. Il *existe bel et bien* des circonstances dans lesquelles « le ménage » agit réellement comme une unité, et des « stratégies de ménage » peuvent entrer en jeu dans certaines circonstances. Cependant, l'hypothèse de départ pour un projet basé sur le genre devrait être que le ménage est, en soi, une

⁶ Une phrase empruntée aux travaux de Nadjé Al-Ali et un concept qu'elle utilise notamment dans son livre *Iraqi Women: Untold Stories From 1948 to the Present* (Al-Ali, 2007).

construction sociale n'ayant que peu d'agentivité⁷ au-delà des membres individuels qui la composent, et que le déploiement d'une analyse au niveau du ménage masque des informations essentielles relatives au genre. La dynamique du genre « ne se joue pas » simplement au sein des ménages ; les ménages sont les lieux où les rôles en fonction du genre sont construits, définis, maintenus et remis en question.

Autre raison impérieuse de maintenir une perspective d'analyse constante au niveau interne du ménage, le fait que la séparation public/privé est l'une des structures sociales et économiques clés qui maintiennent et reproduisent l'inégalité entre les femmes et les hommes. Dans la mesure où la sphère privée est jugée moins importante que la sphère publique au plan économique, environnemental et politique, l'association femmes = privé / hommes = public a un poids énorme. Étant donné que la majeure partie du travail des femmes se produit à l'intérieur du ménage, et est habituellement non rémunéré, en brisant les murs de la vie privée qui entourent les ménages, on a une vision plus claire des contributions économiques, souvent non comptabilisées, des femmes.

En outre, l'hypothèse selon laquelle les ménages sont des unités fixes avec des limites définies s'est également révélée irréaliste. Des personnes peuvent appartenir à plusieurs ménages en même temps. Les limites sociales et des biens des ménages sont perméables et changeantes. Souvent, la négociation de la place des femmes (en théorie et en pratique) est essentielle pour le remaniement des définitions du ménage. Identifier les dynamiques et processus internes au ménage, est néanmoins un exercice compliqué, souvent lent et laborieux. Dans le régime statistique international, cette approche est coûteuse et jugée « inefficace ». À notre avis, les relations concernant l'eau au sein du ménage devraient systématiquement être prises en compte dans toutes les actions de développement liées à l'eau.

⁷ L' « agentivité » est la capacité des personnes/institutions à entreprendre des actions importantes ou à produire des résultats significatifs. Ainsi, on pourrait dire que « les enfants ont moins d'agentivité que leurs parents ». Ou « dans certains droits coutumiers, les femmes ont moins d'agentivité que les hommes ». Un « ménage » n'a pas d'agentivité, mais on y fait souvent référence comme s'il en avait. Ainsi, une phrase telle que « 59% des ménages ont approuvé la nouvelle Constitution » est en fait une phrase dénuée de sens, car les « ménages » n'ont pas d' « agentivité » distincte de celle des hommes et des femmes qui les composent.

3 Identifier des indicateurs de priorité



Face à la question visant à savoir « quelles informations sur l'eau et l'assainissement devraient (ou pourraient) être sexospécifiques », la réponse rhétorique est « toutes »! Les spécialistes féministes et du genre travaillent depuis au moins trente ans sur des indicateurs sur les ressources hydriques ventilés par genre, et en réalité, les indicateurs recommandés ne manquent pas. Les analyses et synthèses des recommandations provenant d'un large éventail d'éminents spécialistes du genre dans le secteur de l'eau, débouchent sur une liste exhaustive de plus de 100 indicateurs possibles, décrits en annexe.

Il existe moins de lignes directrices disponibles pour contribuer à réduire cette liste étendue de 100+ indicateurs en un sous-ensemble plus petit d'indicateurs de priorité sexospécifiques. En l'absence de toute collecte systématique de données, tous les indicateurs peuvent être prioritaires.

3.1 Exemples de priorités de données sexospécifiques

L'approche ASEG (Analyse socio-économique selon le genre) conseille les priorités suivantes (Curry, 2002) :

Lors de l'analyse des relations hommes-femmes dans des contextes ruraux, l'ASEG et d'autres cadres ... posent des questions élémentaires afin d'arriver à une compréhension de la structure et de la dynamique des ménages agricoles ruraux ou des exploitations agricoles :

- Qui fait quoi ?
- Qui possède quoi ?
- Qui a accès/contrôle quoi (p. ex. les biens de production) ?
- Qui sait quoi ?
- Qui retire un bénéfice ?
- Qui devrait être inclus dans les programmes de développement (et comment) ?

Bon nombre de ces questions, notamment les trois premières, peuvent être structurelles par nature et servir à orienter l'identification d'indicateurs sexospécifiques dans les tendances et la structure du secteur agricole.

Le document de travail « Both ENDS » (CA/GWA/BE, 2006) souligne la nature politique et contestée de l'eau comme suit :

Les efforts de généralisation complète du genre sont susceptibles d'avoir plus de succès lorsqu'ils reconnaissent :

- Les liens dynamiques entre les systèmes physiques des ressources hydriques, les systèmes agricoles et le contexte social, économique et institutionnel plus large dans lequel ils sont gérés... la grande variété d'acteurs dont les décisions individuelles ou collectives influencent les schémas d'utilisation des ressources en eau et enfin, les besoins et options de la gestion de l'eau.
- Le caractère central de la question de l'équilibre des pouvoirs dans la gestion des ressources hydriques, car l'équilibre des pouvoirs dans la société est mesuré par rapport aux personnes les plus affectées par les problèmes d'eau et détermine les stratégies de gestion (...) le besoin de remettre en question la répartition des coûts et des avantages des investissements hydriques, les priorités de la distribution de l'eau, la façon dont ces priorités se présentent et la légitimité des autorités de l'eau.

- Que la gestion des ressources hydriques est, par essence, politique et par conséquent contestée, parce qu'elle touche à la distribution de ressources (publiques).

3.2 Lignes directrices et principes

La réunion du Groupe d'experts de 2008 du DAES-ONU sur les données sexospécifiques dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement fournit également les lignes directrices suivantes sur les priorités et les approches (DAES-ONU/UNW-DPC, 2009) :

- Lors de l'établissement des priorités pour la collecte des données, il est possible et important de distinguer entre ce qui est « bon de savoir » et ce qu'il est « nécessaire de savoir ». La simple augmentation de la quantité de données disponibles, sans que cette augmentation soit ancrée dans une compréhension sexospécifique des priorités, ne constituerait pas une bonne utilisation des ressources.
- La quantité et la qualité des données sexospécifiques à plus petite échelle sont bien supérieures qu'à plus grande échelle et sont disponibles pour un large éventail de sujets, dont l'utilisation réelle de l'eau et les priorités d'utilisation au sein des ménages, la participation des femmes aux structures institutionnelles formelles de prise de décision et de formulation des politiques, l'accès des filles aux sanitaires à l'école, et les liens entre la collecte de l'eau et l'accès à l'assainissement et le transport notamment.
- L'échelle la plus réduite peut souvent être la plus appropriée et la plus fructueuse. Les données sexospécifiques relatives aux interventions locales et à petite échelle (ainsi que sur leurs résultats et leur impact) fournissent une base de connaissances concrètes sur l'efficacité des interventions sur l'eau et l'assainissement.
- Les organisations non-gouvernementales (ONG) et les petits groupes communautaires sont des partenaires clés pour l'identification et le développement d'indicateurs qui feront ressortir le plus efficacement les réalités de genre dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, et les ONG et les groupes de base sont également les plus susceptibles de parvenir à réunir des informations sur le genre et l'eau et l'assainissement.
- L'insistance avec laquelle on veut démontrer les progrès nationaux dans les secteurs WASH (eau, assainissement et hygiène) par rapport aux « objectifs » mondiaux (tels que les ODD) va souvent à l'encontre des progrès réels dans ce secteur. Les gouvernements peuvent ainsi être tentés de gonfler les rapports d'évolution ou peuvent réduire le « progrès » à de simples mesures quantitatives.
- La recherche de données et d'indicateurs devrait être guidée par la volonté de représenter la réalité de la vie des femmes et des hommes, telle qu'elle est perçue.
- Les indicateurs « second-effet » peuvent être particulièrement utiles pour compléter une vision sexospécifique des implications d'une qualité limitée de l'eau et de l'assainissement. Par exemple, les indicateurs sur la qualité de l'eau potable et les niveaux d'hygiène de l'assainissement peuvent indiquer les charges de travail qui pèsent sur les femmes ; si des personnes tombent malades en raison de l'eau polluée, ce sont les femmes qui ont la responsabilité de les soigner. Il est possible que le temps passé par les femmes avec des membres de la famille malades en raison d'une eau et d'un assainissement de mauvaise qualité soit, dans le monde, bien supérieur au temps passé à collecter de l'eau.
- La mesure de progrès la plus utilisée dans le secteur de l'assainissement est la présence de toilettes, mais cet indicateur n'est pas approprié. Dans ce secteur, les évaluations qualitatives sur la maintenance et l'hygiène des installations doivent être prises en considération pour obtenir une image plus claire de l'accès et de l'utilisation ; dans ce cas, il convient de développer des indicateurs de seuil pour savoir si les installations sanitaires sont « sûres et appropriées ».

Les indicateurs sexospécifiques de priorité pour l'eau du WWAP

1. Gouvernance de l'eau

1a. Nombre d'hommes et de femmes (H/F) appartenant au personnel rémunéré des agences publiques de gouvernance de l'eau, ventilé par catégorie/niveau d'emploi, et capacité décisionnelle (et salaire si disponible), aux niveaux :

- national ;
- pays/province/état ; et
- ville/village (échantillon).

1b. Nombre d'H/F occupant des postes **rémunérés** et **non-rémunérés** dans des entités officielles locales de gouvernance de l'eau (associations d'utilisateurs de l'eau, etc.) au niveau ville/village (échantillon) ; ventilé par nature de la relation avec l'entité (ex. « membre », agence », « exécutif », « leadership », groupe de prise de décision, etc.) et types de missions.

1c. Intensité de la participation des H/F aux réunions (échantillon/représentatif) des organismes publics échantillonnés aux niveaux national, infranational, et local, avec des éléments tels que : part des contributions des femmes et des hommes aux réunions de prise de décisions ; pourcentage des décisions adoptées sur la base des contributions des femmes aux réunions.

1d. Perceptions H/F de la discrimination par genre (ou égalité) concernant la participation des femmes dans les entités décisionnaires.

1e. Nombre de membres du personnel H/F responsables des questions liées à l'eau (ventilé par niveau de poste de travail) dans le **ministère du genre**/agence principale.

1f. Nombre de membres du personnel H/F responsables des questions liées au genre (ventilé par niveau de poste de travail) dans l'agence principale du **secteur de l'eau**.

1g. Responsabilité ministérielle désignée pour le genre dans le secteur des politiques hydriques ; mesure dans laquelle les agences spécifiques au genre sont incluses dans la prise de décision dans le secteur de l'eau.

1h. Présence et nature de la formation sensible au genre au sein des ministères responsables/agences principales ; participation des membres du personnel H/F.

1i. Dans quelle mesure les résultats en matière de genre et les indicateurs de responsabilité sexospécifiques sont inclus dans le S&E/les déclarations d'impact /les analyses de bénéfices des projets du secteur de l'eau à l'échelle nationale (propositions de projets et/ou évaluations des résultats). Échantillon de projets.

1j. Présence et nature d'objectifs et d'engagements spécifiques au genre (ou de stratégie du genre) dans les politiques hydriques au niveau national et sectoriel.

1k. Nature et portée des données sexospécifiques liées à l'eau et à l'assainissement collectées par les entités publiques responsables à l'échelle nationale et locale (par rapport à la totalité des indicateurs sociaux collectés sur l'eau et l'assainissement).

2. Sûreté de l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène

2a. Pourcentage de ménages sans eau courante, ventilé selon le sexe de la principale personne chargée

de collecter l'eau potable et selon le type de ménage (en utilisant des échantillons ruraux/urbains).

2.b. Temps non rémunéré passé individuellement par les membres du ménage pour la collecte l'eau, la rendre sûre à la consommation, et la gérer (informateurs H/F).

2c. Perceptions H/F quant à l'adéquation de l'approvisionnement/disponibilité actuels en eau, tant en qualité qu'en quantité, au sein du ménage.

2d. Pourcentage de ménages ayant accès à une installation d'assainissement « améliorée », ventilé selon la structure du ménage et la nature de l'installation « améliorée ».

2e. Utilisation/accès H/F à des installations sanitaires améliorées au sein du ménage.

2f. Hiérarchisation H/F pour l'obtention d'un accès à des installations sanitaires améliorées ; volonté d'allouer des budgets du ménage à cet accès.

2g. Perceptions H/F quant à la sécurité des installations sanitaires situées à l'extérieur de la maison, préoccupations particulières de sécurité identifiées en matière de sécurité.

3. Prise de décision et production de connaissances

3a. Participation H/F au cours des dix dernières années à deux réunions internationales majeures sur l'eau (et à des réunions comparables significatives à l'échelle nationale) :

- Semaine internationale de l'eau (Stockholm)
- Forum mondial de l'eau (Conseil mondial de l'eau)

3b. Inclusion H/F dans des panels scientifiques et des conseils consultatifs nationaux et internationaux.

3c. Audit du genre par le programme conjoint OMS/UNICEF (peut être spécifique à un sujet ou à une région).

3d. Perceptions/connaissances H/F de l'utilisation d'eau totale actuelle du ménage, ventilé par catégorie d'utilisation et par utilisateur principal.

3e. Principal membre du ménage chargé de la gestion de l'eau du ménage :

- Perceptions H/F de la nature du processus de prise de décision de leur ménage pour les priorités et l'utilisation de l'eau ;
- Perceptions H/F du principal décisionnaire sur les questions de l'eau au sein du ménage (le cas échéant) ; et
- Perceptions H/F de la façon dont les conflits internes au ménage liés à l'eau (le cas échéant) sont résolus.

3f. Priorités exprimées par H/F pour l'utilisation de l'eau au sein des ménages.

3g. Perceptions H/F de l'égalité des genres dans le ménage pour les décisions liées à l'eau.

4. Gestion des ressources hydriques transfrontières

4a. Nombre de membres du personnel H/F dans les commissions sur les eaux transfrontières (échantillon pour les pays pilotes), ventilé par catégorie/niveau de poste de travail et capacité décisionnelle (et salaire, si disponible).

4b. Dans quelle mesure les résultats en matière de genre et les indicateurs de responsabilité sexospécifiques sont inclus dans le S&E/les déclarations d'impact /les analyses de bénéfices des activités/accords transfrontières.

4c. Présence et nature d'objectifs et d'engagements spécifiques au genre (ou de stratégie du genre) dans les accords transfrontières.

4d. Intensité de la participation H/F aux réunions d'organismes transfrontières (échantillon/représentatif), avec des éléments tels que : part des contributions des femmes et des hommes aux réunions de prise de décisions ; pourcentage de décisions adoptées sur la base des contributions des femmes aux réunions.

5. L'eau pour la création de revenus pour des usages industriels et agricoles, y compris travail non comptabilisé

5a. Pourcentage des exploitations agricoles irriguées dans la région objet de l'enquête ; pourcentage d'exploitations agricoles irriguées gérées/appartenant à des H/F.

5b. Taille moyenne des exploitations agricoles irriguées gérées/appartenant à des femmes/hommes.

5c. Division par genre du travail lié à l'agriculture irriguée:

- tâches spécifiques au genre liées aux cultures irriguées, par nature des tâches ; et
- utilisation, différenciée par genre, du temps quotidien des membres du ménage impliqués dans le travail d'irrigation agricole.

5d. Décisionnaires et participants au processus de prise de décisions du ménage concernant :

- l'irrigation (informateurs/perceptions H/F) ;
- les décisions sur la réaffectation du temps et des ressources financières ; et
- les cultures devant être irriguées.

5e. Décisionnaires et participants au processus de prise de décisions communautaire (le cas échéant) concernant :

- l'irrigation (informateurs/perceptions H/F) ;
- les décisions sur la réaffectation du temps et des ressources financières ; et
- les cultures devant être irriguées.

5f. Perceptions H/F de la discrimination (ou de l'égalité) de genre concernant la participation des femmes à la prise de décisions concernant l'irrigation.

5g. Accès H/F aux services de soutien à l'irrigation :

- participation à la formation technique ;
- accès H/F aux prêts/crédits bancaires ; et
- mesures d'incitation pour le développement de l'agriculture d'irrigation.

5h. Adhésion H/F et intensité de la participation à des comités d'irrigation communautaires.

5i. Pourcentage des industries directement liées à l'eau gérées/appartenant à des H/F.

5j. Pourcentage des salariés H/F dans les industries liées à l'eau.

5k. Présence de coopératives de femmes dans des industries liées à l'eau.

Les grands kits d'outils méthodologiques sur l'analyse du genre, tels que le « Cadre Harvard » (Overholt et al., 1984), minimisent l'importance de la collecte d'informations sur les relations croisées entre les activités désagrégées par genre, avec un accès sexospécifique et un contrôle sur les ressources, et incluent :

- **Le profil socio-économique de l'activité** : qui fait quoi, quand, où et pendant combien de temps ?
- **Le profil de l'accès et du contrôle** : qui a accès aux ressources ? (ex. : la terre, l'équipement, le capital, etc.) Qui a accès aux bénéfices ? (ex. : éducation, services de santé, pouvoir politique, etc.) Qui contrôle les ressources et les bénéfices ?
- **Les facteurs qui déterminent les différences de genre identifiées dans les profils** : influences passées et présentes, opportunités et contraintes.

3.3 Le processus du WWAP vers une hiérarchisation d'indicateurs sexospécifiques

Le point de départ de l'établissement d'une liste hiérarchisée d'indicateurs sexospécifiques a été une réunion du Groupe de travail sur les indicateurs sexospécifiques qui s'est tenue lors d'un atelier organisé par le WWAP, et au cours de laquelle ont été développés les principes préliminaires pour guider le travail du groupe.

Les indicateurs hiérarchisés devraient :

- être applicables et pertinents dans toutes les régions (ou au moins leur majorité) ;
- être possibles à collecter (avec des limites de ressources raisonnables et en cohérence avec la capacité actuelle de collecte de données) ;
- soutenir les objectifs de valorisation de l'autonomisation des femmes, de promotion de l'égalité des sexes, et de défense de l'autonomisation des femmes dans la formulation de politiques ;
- refléter des préoccupations thématiques et sectorielles variées, parmi lesquelles : la gouvernance, la prise de décisions et la formulation de politiques, l'utilisation, la consommation et les priorités en matière d'eau dans l'agriculture ; l'utilisation, la consommation et les priorités en matière d'eau au sein du ménage ;
- reprendre les thèmes du programme de développement pour l'après 2015 et être en mesure d'y contribuer ; et
- faire évoluer les relations de genre vers un état plus équitable et non uniquement pour expliquer les disparités actuelles. Une façon primordiale d'y parvenir consiste à développer des données prioritaires qui révèlent la façon dont la(les) masculinité(s) et la(les) féminité(s) sont construites, et les façons dont ces forces normatives agissent dans la vie de tous les jours.

La liste provisoire d'indicateurs de priorité du WWAP a été développée sur plusieurs mois, par le biais de plusieurs processus, y compris une littérature abondante et l'examen de projets (Fletcher et Schonewille, 2015), des lignes méthodologiques fournies par les experts du WWAP, des processus itératifs de collaboration et d'orientation de la part du Groupe de travail à travers des ateliers, des téléconférences et des retours d'informations fournis lors de présentations sur l'état d'avancement des travaux lors de

la Semaine internationale de l'eau de Stockholm (septembre 2014) et de la Conférence sur le genre, le développement et l'eau organisée en Afrique du Sud (novembre 2014).

Le résultat est le premier kit d'outils du projet du WWAP, une liste d'indicateurs de priorité divisée en cinq thèmes, chacun composé de plusieurs éléments (voir page 28).

4 Méthodologies



4.1 Approches méthodologiques pour les tests sur le terrain des indicateurs prioritaires

Les tests sur le terrain des indicateurs exigeront au moins six types d'approches méthodologiques et d'expertises :

1. analyse d'archives officielles (gouvernementales et quasi-gouvernementales) et entretiens d'établissement des faits ;
2. entretiens individuels perceptuels (activités officielles/publiques) ;
3. analyse d'archives officielles au niveau de la communauté (peut-être pas « gouvernementales ») ;
4. études de groupe/activités publiques participant-observateur (mesures de l'intensité) ;
5. enquêtes à l'intérieur des ménages (individuelles) et dans les ménages (« personnes ordinaires ») ; et
6. études documentaires/audits.

4.2 Entretiens d'établissement des faits et archives officielles

Les entretiens font partie des méthodes de sciences sociales les plus communes pour solliciter des informations (Parsons, 2008). D'un point de vue formel, les entretiens prennent généralement l'une des trois formes suivantes : non-directif, semi-directif et directif. Comme leur nom l'indique, ces types d'entretiens vont de conversations relativement libres qui ne suivent que de loin un script ou questionnaire prédéterminé (« non-directif »), à un instrument d'établissement des faits rédigé avec précision (« directif »).

Pour réunir des informations sur la longue série de sujets liés à l'eau ventilés par sexe, ces projets pilotes exigeront des entretiens avec toutes sortes de personnes, y compris des informateurs et des répondants clés. Des entretiens structurés pourraient être menés avec des ministres ou leurs collaborateurs afin d'obtenir des informations « factuelles » sur des questions telles que la présence et la nature d'objectifs et d'engagements sexospécifiques (ou d'une stratégie du genre) dans les politiques hydriques de niveau national et sectoriel, ou les enveloppes budgétaires prévues (le cas échéant) au niveau national pour la généralisation du genre dans l'eau et l'assainissement. Parfois, ce type d'informations est disponible à partir d'archives officielles écrites, mais, même dans ce cas, il est utile de mener des entretiens préalables avec des responsables: ces derniers peuvent être en mesure d'identifier la (les) source(s) écrites appropriées, ou d'apporter des éléments de contextualisation pour ces sources.

L'examen des archives officielles apportera également certaines des informations désagrégées par sexe recherchées par ce projet. Par exemple, deux ensembles de données *pouvant* être obtenues à partir des archives officielles sont :

1. le nombre de membres du personnel H/F rémunérés dans les agences publiques de gouvernance de l'eau, ventilé par catégorie/niveau d'emploi et capacité décisionnelle (et salaire, si disponible) ; et
2. le pourcentage de ménages ayant accès à une installation d'assainissement « améliorée », ventilé selon la structure du ménage et la nature de l'installation « améliorée ».

Les analystes, notamment les analystes féministes, devraient aborder les archives officielles avec un œil critique. Les archives officielles, bien que souvent considérées comme les sources de données les plus fiables, sont tout aussi sujettes aux erreurs, mauvaises interprétations, incomplétude et peut-être même manipulation active, notamment en termes de représentation

des genres. L'un des avantages d'une vaste étude pilote est que les données réelles recueillies sur le terrain peuvent être comparées avec les chiffres officiels.

4.3 Études observateur-participant d'activités de groupe/publiques

La méthodologie suivie pour tester les indicateurs de priorité vise à examiner l'égalité des genres au-delà du décompte des femmes et des hommes dans les organes décisionnels et les structures de gouvernance. Bon nombre des indicateurs (voir page 28) incluent l'évaluation de la participation réelle et du caractère effectif de la représentation hommes-femmes, comme par exemple :

1c Intensité de la participation des H/F aux réunions (échantillon/représentatif) des organismes publics échantillonnés aux niveaux national, infranational, et local, avec des éléments tels que : part des contributions des femmes et des hommes aux réunions de prise de décisions ; pourcentage des décisions adoptées sur la base des contributions des femmes aux réunions.

4d Intensité de la participation H/F aux réunions d'organismes transfrontières (échantillon/représentatif), avec des éléments tels que : part des contributions des femmes et des hommes aux réunions de prise de décisions ; pourcentage de décisions adoptées sur la base des contributions des femmes aux réunions.

5h Adhésion H/F et intensité de la participation dans les comités d'irrigation communautaires.

Ces indicateurs visent à révéler les rapports de pouvoir entre les genres au sein des groupes. L'évaluation de ces dimensions de l'égalité des genres exige plusieurs approches méthodologiques, telles que :

- Une étude multi-rencontres (c.-à-d. qu'une seule réunion n'est pas suffisante pour se forger une opinion) ;
- Des entretiens semi-directifs avec des femmes et des hommes participant aux réunions/comités pour évaluer leurs expériences de participation ; et
- Observation de participants : envoi d'un observateur pour qu'il assiste à plusieurs séances des réunions de l'agence.

Les méthodologies permettant de mesurer l'intensité de la participation selon le genre sont relativement nouvelles et encore en cours de développement, mais des exemples d'initiatives similaires et des conseils méthodologiques sont de plus en plus disponibles (Nightingale, 2002 ; Postma et al., 2003 ; van Wijk-Sijbesma, 2001). Les évaluations de « l'intensité de l'équité des genres » reposent à la base sur l'observation directe par un observateur compétent. L'observation directe est une technique performante et bien établie. À l'instar des entretiens semi-directifs, l'observateur a habituellement préparé à l'avance une série de points d'observation à enregistrer, mais il doit être attentif aux dimensions liées au comportement et à l'activité qui pourraient ne pas être incluses dans le script. Un observateur de réunions, par exemple, pourrait savoir à l'avance qu'il/elle devrait rechercher des dynamiques telles que :

Lors d'une réunion d'organisation, de programme ou de projet :

- Y a-t-il quelqu'un qui domine la réunion ? Qui parle le plus ? Les femmes ou les hommes ?
- Toutes les personnes présentes ont-elles l'air d'être à l'aise dans leur participation ?
- Les opinions et les contributions de tous les participants semblent-elles respectées lorsqu'ils parlent ?
- Qui a un rôle de leader dans la communauté ou prend la parole aux réunions de village et qui ne le fait pas ?
- Qui assiste aux rassemblements de la communauté et qui ne le fait pas ?

- Où et à quelle heure se tient le rassemblement du village ? L'horaire et le lieu sont-ils accessibles à tous ?
- Qui est traité avec respect ? Qui ne l'est pas ?

Source: Adapted from Meyers and Jones, 2012

4.4. Enquêtes au niveau des ménages et au sein des ménages

La plupart des enquêtes auprès des ménages et personnelles sont menées sous la forme d'entretiens « semi-directifs ». Cela signifie essentiellement que l'enquêteur suit un script ou une série de questions prédéfinies, mais qu'il posera également des questions de suivi supplémentaires à mesure qu'elles surgissent naturellement dans la conversation. Ces tournants dans la conversation ne peuvent pas être anticipés ou prévus dans un script. En tant qu'approche générale pour la collecte d'informations, les spécialistes féministes de la méthodologie tendent à encourager les entretiens « non-directifs » ou « semi-directifs », car ils ressemblent à des conversations plus naturelles et encouragent un rapport entre la personne interrogée et l'enquêteur. Il existe également un certain nombre d'études portant sur les réponses selon le genre dans différents cadres d'entretien. Les femmes interrogées ont tendance à préférer et à fournir des informations plus nombreuses et plus nuancées lorsque l'approche est semi-directive ou non-directive (DeVault et Gross, 2012 ; Oakley, 1981).

Les enquêtes auprès des ménages et personnelles exigent un engagement considérable en temps et beaucoup de tact. Il existe une littérature abondante sur la méthodologie des enquêtes sexospécifiques auprès des ménages, y compris des lignes directrices sur les techniques de facilitation, telles que faire correspondre le genre de la personne interrogée et celui de l'enquêteur (c.-à-d. que les hommes interrogent des hommes et les femmes interrogent des femmes), le maintien de la confidentialité, et l'instauration de conditions permettant aux femmes d'avoir l'opportunité de parler librement (ICF International, 2012a et 2012b ; IHSN, n.d.). Lorsque l'on essaie de solliciter des informations (pouvant être sensibles) à des femmes interrogées faisant partie d'un ménage, il est particulièrement important que le mari ou un membre masculin de la famille ne soit pas présent et ne participe pas à l'entretien. L'un des pièges liés au genre dans lequel tombent de nombreuses enquêtes auprès des ménages est que l'on part du principe qu'une seule personne interrogée, habituellement un homme, parle « au nom de » tout le ménage. Pour les test pilote sur le terrain des indicateurs, cela donnerait des résultats totalement inutiles.

Une autre façon dont les femmes sont souvent rendues invisibles dans les statistiques est l'utilisation du concept de « chef de ménage ». Souvent, les caractéristiques de tout le ménage ont été identifiées selon celles de leur chef et l'on a pris pour acquis que le chef est l'homme le plus vieux du ménage. Cette pratique peut facilement masquer un certain nombre de dynamiques pertinentes par rapport au genre. Par exemple, la personne gagnant le plus dans un ménage à deux salaires peut être la femme, ou bien le ménage peut être composé de plusieurs adultes ayant des relations variées, pas toujours reliés en ligne droite au « chef » (homme).

Il existe une vaste littérature méthodologique sur les manières de classer les ménages et les relations au sein du ménage dans des catégories différentes que sur la base du sexe du chef de ménage (CEE-ONU/Institut de la Banque mondiale, 2010). Bon nombre de ces catégories exigent une redéfinition substantielle des formes de recensement et d'enquête, une nouvelle formation des enquêteurs et le développement de nouveaux cadres conceptuels. Cependant, l'on constate les précieux avantages ainsi obtenus dans les études qui optent pour une approche interne au ménage, comme dans l'exemple de l'Encadré 1 (page 20).

5. Conclusion



La proposition du WWAP pour identifier, mettre à l'essai et valider un ensemble d'indicateurs prioritaires sexospécifiques pour le secteur de l'eau est conceptuellement ambitieuse et méthodologiquement complexe. Il en est nécessairement ainsi : les enjeux sont élevés. Pendant des dizaines d'années, les agences de l'ONU, les gouvernements, les ONG et les experts du domaine de l'eau ont appelé de leurs vœux le développement de données sexospécifiques. À ce jour, cet appel a été largement ignoré.

L'UN WWAP UNESCO souhaite établir un paradigme pour avoir davantage de projets mondiaux présentant des données désagrégées par genre et influencer le programme de développement pour l'après-2015. Nous voulons démontrer la valeur des données désagrégées par genre et défendre (devant les leaders nationaux et les décideurs politiques) l'intégration de la sexospécificité. Ceci permettra de créer des connaissances de référence, à l'aune desquelles les progrès en matière de genre pourront ensuite être évalués, de contribuer au renforcement des capacités pour les projets nationaux de collecte de données sensibles au genre, et d'avoir une base pour promouvoir la mutation (politique et autre) vers l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

ANNEX La « liste étendue » d'indicateurs possibles sexospécifiques pour le secteur de l'eau

A. Collecte, utilisation et priorités d'utilisation de l'eau du ménage

1. Pourcentage de ménages ayant accès à différentes sources d'eau potable, par structure démographique de ménage (chef H/F, etc.).

Responsabilité de l'accès et de la collecte de l'eau :

2. Qui est le principal responsable de la collecte d'eau (par sexe et âge) ; charge en travail et en temps (temps passé).

Note : il s'agit de l'indicateur le plus fréquemment mentionné et, dans une certaine mesure, déjà collecté.

3. Proportion de travail non rémunéré au foyer impliquant d'utiliser/collecter/traiter l'eau, par sexe et âge ;

4. Temps/travail quotidien par saison (?) ; temps total, y compris l'attente aux puits, etc. ;

5. Pourcentage de ménages sans eau courante, selon le sexe du principal responsable de la collecte d'eau potable, rural/urbain ;

6. Distances parcourues pour collecter de l'eau domestique sûre (par âge, sexe).

Les coûts sociaux/individuels de la charge de travail et de temps correspondant à la responsabilité d'accéder à l'eau domestique :

7. Une évaluation qualitative des compensations et des pertes de temps et de travail liées à la charge de l'eau (les personnes qui passent x heures à collecter l'eau chaque jour ne peuvent pas participer à d'autres activités) ;

8. Conséquences en termes de temps-pauvreté, individuels et communautaires.

Effets de l'introduction d'une amélioration de l'eau/assainissement :

9. Si l'amélioration de l'eau/assainissement est possible/effectuée, temps/travail gagné grâce à l'utilisation d'une installation d'eau/assainissement améliorée ;

10. Privatisation (le cas échéant) par rapport aux coûts/bénéfices.

Collecte de l'eau en tant qu'activité génératrice de revenus :

11. Participation H/F.

Les coûts liés à la santé et à la sécurité de la collecte de l'eau :

12. Incidence de la violence ou de la menace de violence contre les femmes qui collectent l'eau (souvent dans des endroits isolés) ; l'effet de ricochet sur les coûts sociaux de cette violence ou de la peur de la violence ;

13. Perceptions des femmes et des hommes concernant la sécurité sur le chemin/route/accès au site de collecte de l'eau ou à l'installation sanitaire ;

14. Coûts sur la santé associés au portage de l'eau.

15. Coûts sur la santé associés au contact direct avec des approvisionnements en eau non sûrs (parfois) ; incidence genre/âge des maladies transmises par l'eau.

Moyens de collecte de l'eau (véhicule//animal//manuel) :

16. Lien entre le genre et le moyen : ex., l'équilibre entre hommes et femmes change-t-il si l'eau est collectée au moyen de véhicules motorisés ?

Utilisation de l'eau au sein du ménage (boisson, hygiène, cuisson, agriculture, etc.) :

17. Budgets d'utilisation ; à quelles fins les H/F du ménage utilisent-ils l'eau ?

18. Priorités exprimées par H/F concernant l'utilisation de l'eau pour les activités du ménage ;

19. Qui peut utiliser l'eau ? Qui décide de son utilisation ?

20. Perceptions des désaccords/conflits autour de l'utilisation de l'eau ;

21. Perceptions de l'égalité d'accès, d'utilisation, de gestion.

Perception de la santé//sécurité de l'eau potable (utilisée par le ménage) :

22. Travail requis et personne(s) responsable(s) du traitement de l'eau (bouillir, etc.), par H/F ;

23. Prévalence de maladies liées à l'eau.

Satisfaction quant à l'eau :

24. Niveaux de satisfaction H/F quant à la disponibilité, la distribution, et l'accès de l'eau ;

25. Quant à la source de l'eau (privatisée ; publique) ;

26. Perception H/F des causes de changement dans l'approvisionnement en eau (le cas échéant) ;

27. Liens perçus (le cas échéant) entre la disponibilité de l'eau et la sécurité et la sécurité alimentaire (H/F) ;

B. Aspects économiques de l'eau du ménage

Coûts (financiers) de l'achat de l'eau du ménage :

28. variantes de coût par type de ménage ;

29. membre du ménage chargé de payer l'eau ;

30. coûts de l'eau par rapport au budget total du ménage ; pourcentage du revenu (variabilité par région géographique) ;

31. Privatisation (le cas échéant) ; coûts et bénéfices.

32. Les dimensions hommes-femmes du profit//gain économique et des coûts de la privatisation de l'eau et de l'assainissement.

33 Nature de la source principale d'eau potable, recoupée par type de ménage (collectée/canalisation/puits : chef de ménage femme, chef de ménage homme, etc.).

Prix abordable de l'eau potable :

34. Perceptions H/F du caractère abordable de l'eau potable ;

35. Perceptions des récents changements de prix (le cas échéant), et causes de ces changements.

36. Bénéfices : pourcentage d'augmentation des revenus (H/F) grâce à des utilisations productives de l'eau.

C. Gouvernance, prise de décisions et participation politique

Participation rémunérée et non-rémunérée H/F à la prise de décisions et à la formulation de politiques liées à l'eau :

- 37. la proportion de femmes dans des institutions formelles à plusieurs niveaux décisionnels (membres, direction/leadership, personnel technique) ;
- 38. la proportion de femmes dans des institutions informelles telles que les conseils communautaires ;
- 39. au niveau international, national, et local, y compris les associations formelles d'usagers de l'eau et, au niveau national, les ministères ;
- 40. dans la planification, la promulgation et la supervision des projets spécifiques liés à l'eau ;
- 41. échelles de salaires H/F, à travail égal, dans les organismes décisionnaires du secteur de l'eau.

Intensité de la participation au processus de prise de décision, (allant de juste être écouté, à prendre la parole dans des forums publics et à être les décideurs ultimes) :

- 42. proportion des contributions des femmes et des hommes aux réunions de prise de décisions ;
- 43. pourcentage de décisions adoptées à partir de contributions de femmes dans les réunions de comités sur l'eau et l'assainissement.

Pourcentage H/F participant activement à des groupes d'usagers de l'eau :

- 44. participation à des comités exécutifs ;
- 45. participation à des réunions.

46. Quantité et qualité des données sexospécifiques liées à l'eau et à l'assainissement collectées par des agents responsables au niveau national et local.

Présence et nature de mécanismes, engagements et capacités sexospécifiques pour développer l'équité des genres dans les programmes liés à l'eau :

- 47. réactivité aux politiques hydriques par genre ;
- 48. enveloppes budgétaires pour la généralisation de genre ;
- 49. présence et nature d'objectifs sexospécifiques dans les politiques nationales et sectorielles ;
- 50. impact et efficacité des activités de sensibilisation de genre et développement des compétences du personnel chargé de la formulation, la gestion et la mise en œuvre des politiques ;
- 51. fonds publics destinés à des groupes/organisations de femmes travaillant sur des sujets WASH.

52. Participation et travail rémunéré/non rémunéré pour l'exploitation et la maintenance des sites et installations hydriques et d'assainissement.

53. Étudiants H/F suivant une formation formelle (universitaire) liée à l'eau.

54. Perceptions de l'inclusion/égalité H/F dans la formulation de politiques et la prise de décisions liées à l'eau.

Droit international de l'eau :

- 55. décideurs principaux (H/F) ;
- 56. intégration de la perspective du genre ;
- 57. rôle par genre dans la résolution/atténuation des conflits.

D. Indicateurs d'assainissement

58. Pourcentage de ménages ayant accès à une installation sanitaire « améliorée », ventilé selon la structure du ménage.

Accès à l'assainissement amélioré à l'intérieur du ménage :

59. Pourcentage de ménages dans lesquels les installations sanitaires « améliorées » sont utilisées par tous les membres du ménage (les hommes et les femmes, les garçons et les filles, les personnes âgées et les personnes porteuses de handicap).

Installations sanitaires dans les écoles primaires et secondaires sur place ou à proximité :

- 60. pourcentage d'écoles avec des installations sanitaires séparées par genre ;
- 61. par niveau d'école et emplacement urbain/rural ;
- 62. le programme conjoint OMS-UNICEF ajoute des cibles spécifiques mesurables : % d'écoles avec au moins un WC pour 25 filles, au moins un WC pour le personnel scolaire féminin, un minimum d'un WC et un urinoir pour 50 garçons et au moins un WC pour le personnel scolaire masculin.

Approvisionnement en eau des écoles primaires et secondaires :

63. pourcentage d'écoles primaires et secondaires ayant un lieu privé pour se laver les mains, les parties intimes du corps et les vêtements ; du matériel de séchage réutilisable ; et l'élimination sûre des serviettes hygiéniques usagées.

64. Prévalence de la défécation en plein air dans l'eau et sur la terre par homme/femme, fille/garçon.

65. Responsabilité du nettoyage des latrines et des fosses d'aisance : rural/urbain, H/F, rémunéré/non rémunéré.

Perceptions de la sécurité dans l'utilisation des latrines (si les latrines sont à l'extérieur de la maison et de l'enceinte du ménage) :

66. perceptions des femmes et des hommes concernant la sécurité du chemin/route/accès du site de collecte de l'eau ou de l'installation sanitaire.

E. Indicateurs du secteur agricole

67. Heures de travail (rémunérées/non-rémunérées) liées aux activités agricoles.

Terres et exploitations irriguées :

- 68. pourcentage d'exploitations/ménages avec des terrains irrigués, selon l'utilisation de la terre et le sexe du propriétaire ;
- 69. si des droits d'irrigation ont été formellement attribués, qui en est titulaire au sein du ménage ?
- 70. distribution de la propriété de la terre par genre dans le secteur irrigué ;

71. exploitations H/F ayant recours à l'irrigation

Travail consacré à l'entretien de l'agriculture irriguée :

- 72. travail de construction et d'entretien des systèmes hydriques agricoles H/F ;
- 73. travail migratoire (ventilé par sexe).

Accès H/F aux ressources hydriques (principalement irrigation) pour des usages productifs dans l'agriculture et les activités liées : (y compris les petites industries domestiques) :

- 74. qui « possède » ou prétend avoir un accès prioritaire à l'eau, à quelles fins ?
- 75. qui décide quelles cultures doivent être irriguées ?
- 76. obstacles/barrières perçus empêchant d'utiliser au mieux les ressources en eau.

Prise de décision H/F dans les systèmes d'irrigation :

- 77. droits et pouvoirs H/F sur l'eau ;
- 78. « voix » H/F concernant l'utilisation de l'eau pour l'agriculture ;
- 79. qui décide de construire les systèmes d'irrigation ?

Accès H/F aux services d'association et de vulgarisation pour agriculteurs, et formation et assistance correspondantes :

- 80. accès aux canaux d'informations conventionnels et modernes ; les hommes et les femmes sont-ils équitablement invités à la formation ?
- 81. qualité des informations fournies aux hommes et aux femmes ;
- 82. pourcentage H/F agents/techniciens de service de vulgarisation ;
- 83. accès H/F aux prêts bancaires.

84. Distribution des bénéfices économiques issus des infrastructures hydriques du secteur public (telles que barrages, centrales hydroélectriques, navigation).

Sécurité de l'eau disponible pour l'agriculture :

- 85. perceptions H/F de la sécurité de l'eau disponible pour l'agriculture ;
- 86. perceptions H/F des pratiques pouvant polluer l'eau (lavage des vêtements, animaux, etc.) ;
- 87. perceptions H/F quant à savoir qui est responsable de la pollution de l'eau.

F. Égalité des genres sur la question de l'eau

Ce point n'est pas identifié comme un sujet central dans la plupart des demandes d'indicateurs, mais elles y font toutes implicitement référence et ce point pourrait ressortir explicitement de certains des indicateurs ci-dessus, tels que :

88. Distribution des bénéfices économiques issus des infrastructures hydriques du secteur public (telles que barrages, centrales hydroélectriques, navigation) ;

89. Les coûts sociaux/individuels de la charge de travail et de temps correspondant à la responsabilité d'accéder à l'eau domestique ;

90. Niveaux de satisfaction H/F quant à la disponibilité de l'eau ;

91. Niveaux de satisfaction H/F quant à la distribution de l'eau ;

92. Niveaux de satisfaction H/F quant à l'accès à l'eau ;

93. Coûts (financiers) de l'achat de l'eau du ménage ;
94. Fonds publics destinés à des groupes/organisations de femmes travaillant sur les questions liées à l'eau ;
95. Utilisation de l'eau au sein du ménage (boisson, hygiène, cuisson, agriculture, etc.) ;
96. conflits, désaccords internes à la maison ;
97. perception de l'égalité dans l'allocation d'eau au sein du ménage ;
98. perceptions de l'égalité dans l'accès à l'eau au sein du ménage ;
99. perception de l'égalité dans l'utilisation de l'eau au sein du ménage ;
100. perception de l'égalité dans la gestion de l'eau au sein du ménage.

Sources de la « liste étendue » d'indicateurs possibles :

- ACDI (Agence canadienne de développement international). 1997. *Guide des indicateurs tenant compte des écarts entre les hommes et les femmes*. Hull, Québec, ACDI.
[http://www.acdi-cida.gc.ca/inet/images.nsf/vLUIImages/Policy/\\$file/WID-GUID-E.pdf](http://www.acdi-cida.gc.ca/inet/images.nsf/vLUIImages/Policy/$file/WID-GUID-E.pdf)
- Alkire, S., Meinzen-Dick, R., Peterman, A., Quisumbing, A.R., Seymour, G. et Vaz, A. 2013. *The Women's Empowerment in Agriculture Index*. OPHI Working Paper No. 58. Oxford, Royaume-Uni, Université d'Oxford/Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI).
<http://www.ophi.org.uk/wp-content/uploads/ophi-wp-58.pdf>
- Banque mondiale. 2010. *Gender in Water and Sanitation: Mainstreaming Gender in Water and Sanitation*. Document de travail. Nairobi, Programme eau et assainissement (WSP), La Banque Mondiale.
http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2011/02/02/000356161_20110202022615/Rendered/PDF/593340WP0WSP1g10Box358367B01PUBLIC1.pdf
- Banque mondiale/FAO/FIDA (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture/Fonds international de développement agricole). 2009. *Gender in Agriculture Sourcebook*. Washington, DC, La Banque mondiale.
<http://siteresources.worldbank.org/INTGENAGRLIVSOUBOOK/Resources/CompleteBook.pdf>
- Blanco Allais, F. 2009. *Assessing the gender gap: evidence from SIMPOC surveys*. Genève, Organisation Internationale du Travail/ Programme international pour l'abolition du travail des enfants / Programme d'information statistique et de suivi sur le travail des enfants (OIT/IPEC/SIMPOC).
- CA/GWA/BE (The Comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture/ Gender and Water Alliance/Both ENDS). 2006. *Effective gender mainstreaming in water management for sustainable livelihoods: From guidelines to practice*. Collection Working Paper. Amsterdam, Both ENDS. http://www.iwmi.cgiar.org/assessment/files_new/research_projects/EffectiveGender_BothEnds.pdf
- CESAP (Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique). 2013. *Gender, Statistics and Gender Indicators: Developing a Regional Core Set of Gender Statistics and Indicators in Asia and the Pacific. Draft*. Atelier consultatif régional pour développer un cadre et un ensemble clé de statistiques et d'indicateurs sur le genre en Asie et dans le Pacifique, Bangkok, 4-6 novembre 2013.
<http://www.unescap.org/sites/default/files/Framework-and-Indicator-set.pdf>
- DAES-ONU/UNW-DPC (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU / Programme d'ONU-Eau pour le développement des capacités dans le cadre de la Décennie). 2009. *Gender Disaggregated Data on water and sanitation : rapport du*

- Groupe d'experts*. New York, DAES-ONU.
- FAO/GEWAMED/GWA (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture /Mainstreaming Gender Dimensions into Water Resources Development and Management in the Mediterranean Region Project/Alliance Genre et Eau). 2012. *Passport to Mainstreaming Gender in Water Programmes: Key Questions for Interventions in the Agricultural Sector*. Rome, FAO.
<http://www.fao.org/docrep/017/i3173e/i3173e.pdf>
- Greco, F. 2013. *UN WWAP UNESCO: Gendering Water Monitoring, Assessment And Reporting*. Conférence publique donnée à l'Université pour étrangers de Pérouse, septembre 2013.
<https://prezi.com/z1cnnlee6f5t/un-wwap-unesco-gendering-water-monitoring-assessment-and-reporting/>
- GWA/PNUD (Alliance Genre et Eau/Programme des Nations Unies pour le développement). *Resource Guide: Mainstreaming Gender in Water Management*. GWA/PNUD.
http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/environment-energy/water_governance/resource-guide-mainstreaming-gender-in-water-management.html
- OMS/UNICEF (Organisation Mondiale de la Santé/ Fonds des Nations Unies pour l'enfance). 2012. *Report of the Second Consultation on Post-2015 Monitoring of Drinking-Water, Sanitation and Hygiene*. Programme conjoint OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP), La Haye, Pays-Bas, 3-5 décembre 2012.
http://www.wssinfo.org/fileadmin/user_upload/resources/OMS_UNICEF_JMP_Hague_Consultation_Dec2013.pdf
- _____. 2014. *Progress on Drinking Water and Sanitation: mise-à-jour 2014*. New York, Programme conjoint OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP).
http://www.OMS.int/water_sanitation_health/publications/2014/jmp-report/en/
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). n.d. Site web du PNUD.
http://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/environmentandenergy/focus_areas/gender/
- Ray, I. 2007. Women, Water and Development. *Annual Review of Environment and Resources*, 32: 421–49.
- Sagardoy, J.A. 2006. *Gender Indicators for Monitoring Progress in Water Management*. Document présenté lors de la séance spéciale sur l'intégration du genre dans la gestion des ressources hydriques : Suivi et évaluation, 3^e Conférence arabe régionale sur l'eau : Progrès de la recherche dans la gestion, le suivi et l'évaluation de ressources en eau limitées, Le Caire, 9-11 décembre 2006.
http://www.gewamed.net/share/img_documents/48_sagardoy_final.pdf
- Sagardoy J.A. et Guelloubi, R. 2007. Gender indicators in water management: Review, proposals and guidance. J.A. Sagardoy, N. Lamaddalena, R. Quagliariello, D. Chimonidou, R. Guelloubi et V. Pinca (eds), *Mainstreaming gender dimensions in water management for food security and food safety*. Bari, Italie, Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), pp. 165-197.
- Sisto, I. 2012. *Women in Agriculture, Gender and Water Indicators*. Soutien de la FAO à la stratégie du genre du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW). Présenté lors de la semaine mondiale de l'eau 2012, Stockholm, 26-31 août 2012.
http://www.worldwaterweek.org/documents/WWW_PDF/2012/Mon/Concrete-Actions/Ilaria-Sisto.pdf
- Tayyib, S., Rocca, V. et Bossanyi, Z. n.d. *Core Gender Indicators for Assessing the Socio-economic Status of the Agricultural and Rural Population*. Bureau régional de la FAO

pour l'Europe et l'Asie centrale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/Europe/documents/WPW/gender_files/Gender_Indicators_en.pdf

van Koppen, B. 2002. Towards a Gender and Water Index. C. Sullivan, J.R. Meigh et T. S. Fediw, *Final report, Derivation and Testing of the Water Poverty Index, Phase 1*. Wallingford, Londres, Royaume-Uni, Centre for Ecology and Hydrology/Department for International Development (CEH/DFID), 17 p. http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/Water/WPI_H_30746.pdf

_____. 2002. *A Gender Performance Indicator for Irrigation: Concepts Tools and Applications*. Rapport de recherche No. 59. Colombo, International Water Management Institute (IWMI).

http://www.iwmi.cgiar.org/Publications/IWMI_Research_Reports/PDF/pub059/Report59.pdf

WWAP (Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau). 2014. *Rapport mondial 2014 sur la mise en valeur des ressources en eau : Eau et Énergie*. Paris, UNESCO.

Références

- Agarwal, B. 1992. The gender and environment debate: Lessons from India. *Feminist Studies*, 18(1): 119–58.
- Al-Ali, N.S. 2007. *Iraqi Women: Untold Stories From 1948 to the Present*. London/New York, Zed Books.
- Alderman, H., Chiappori, P. A., Haddad, L., Hoddinott, J. et Kanbur, R. 1995. Unitary versus collective models of the foyer: Is it time to shift the burden of proof? *World Bank Research Observatory*, 10(1):1–19.
<http://www.jstor.org/stable/3986564>
- Alkire, S., Meinzen-Dick, R., Peterman, A., Quisumbing, A.R., Seymour, G. et Vaz, A. 2013. *The Women's Empowerment in Agriculture Index*. OPHI Working Paper No. 58. Oxford, UK, University of Oxford/Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI).
<http://www.ophi.org.uk/wp-content/uploads/ophi-wp-58.pdf>
- Barlow, M. et Clarke, T. 2003. *Blue Gold: The Battle against Corporate Theft of the World's Water*. New York, New Press.
- Boserup, E. 1970. *Woman's role in economic development*. London, Allen and Unwin.
- Budds, J. 2008. Whose scarcity? The hydrosocial cycle and the changing waterscape of La Lingua River Basin, Chile. E. K. Goodman, M. T. Boykoff et K.T. Evered (eds), *Contentious Geographies: Environment, Meaning and Scale*. London, Ashgate Publishing Ltd.
- CA/GWA/BE (The Comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture/ Gender and Water Alliance/Both ENDS). 2006. *Effective gender mainstreaming in water management for sustainable livelihoods: From guidelines to practice*. Working Paper Series. Amsterdam, Both ENDS. http://www.iwmi.cgiar.org/assessment/files_new/research_projects/EffectiveGender_BothEnds.pdf
- _____. n.d. *Making a difference in water management: A minimum agenda on mainstreaming*. Issue brief No. 3, 2006-07.
<http://genderandwater.org/en/gwa-products/knowledge-on-gender-and-water/a-minimum-agenda-on-gender-mainstreaming-for-researchers-practicioners-and-gender-experts/flyer-about-the-minimum-agenda-on-gender-mainstreaming/view>
- Carloni, A.S. 1981. Sex disparities in the distribution of food within rural foyers. *Food and Nutrition*, 7(1):3-12.
- Carney, J. 2004. Gender conflict in Gambian wetlands. R. Peet et M. Watts (eds), *Liberation ecologies: Environment, development, social movements*. London/New York, Routledge, pp. 316-36.
- CDESC-ONU (Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU). 2002. General Comment 15: The right to water. UN Doc. E/C.12/2002/11.
- CEE-ONU (Commission économique des Nations Unies pour l'Europe)/Institut de la Banque mondiale. 2010. *Developing Gender Statistics: A Practical Tool*. Genève, ONU. http://www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/publications/Developing_Gender_Statistics.pdf
- CEPALC (Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes). 2012. *Analysis Matrix for identifying fair gender equality policies*. Gender Equality Observatory for Latin America and the Caribbean. Santiago, ONU.
http://www.cepal.org/oig/noticias/noticias/8/47918/2012-830_Matriz_de_analisis_ingles_WEB.pdf

- Coates, J. C., Webb, P., Houser, R. F., Lorge Rogers, B. et Wilde, P. . 2010. 'He said, she said': who should speak for households about experiences of food insecurity in Bangladesh? *Food Security*, 2:81-95.
- Curry, J. 2002. *Establishment of a core set of gender-sensitive indicators for the agricultural sector: A preliminary proposal*. Working Paper No. 14. Document présenté lors de la session de la CEE-ONU sur les statistiques désagrégées par sexe, Conférence des statisticiens européens, Genève, Suisse, 23-25 septembre 2002. <http://www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/documents/2002/09/gender/14.e.pdf>
- DAES-ONU (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU). n.d. Site web de la décennie internationale d'action « L'eau, source de vie » 2005-2015. Genre et eau. <http://www.un.org/fr/waterforlifedecade/>
- DAES-ONU/UNW-DPC (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU/Décennie ONU-Eau sur le développement de capacités). 2009. *Gender Disaggregated Data on Water and Sanitation: Expert Group Meeting Report*. DAES-ONU.
- DeVault, M. L. et Gross, G. 2012. Feminist Qualitative Interviewing: Experience, Talk, and Knowledge. S. Nagy Hesse-Biber, *Handbook of Feminist Research*. Encyclopedia of Survey Research Methods. Thousand Oaks, Calif., SAGE Publications, pp. 173-198.
- Earle, A. et Bazilli, S. 2013. A gendered critique of transboundary water management. *Feminist Review*, 103: 99-119.
- Elmhirst, R. et Resurreccion, B.P. 2008. Gender, environment et natural resource management: New dimensions, new debates. B. P. Resurreccion et R. Elmhirst (eds), *Gender et natural resources management: Livelihoods, mobility et interventions*. London, Earthscan, pp. 3-22.
- FIDA (Fonds international de développement agricole). 2007. *Gender and water, securing water for improved rural livelihoods: The multiple-uses system approach*. Rome, FIDA. http://www.ifad.org/gender/thematic/water/gender_water.pdf
- Fletcher, A. et Schonewille, R. 2015. *Overview of resources on gender-sensitive data related to water*. *Gender*. Pérouse, Italie, Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP).
- Folbre, N. 1986. Hearts et spades: Paradigms of household economics. *World Development*, 14(2):245-55.
- Fong, M. S., Wakeman, W. et Bhusan, A. 1996. *Toolkit on gender in water and sanitation*. Gender Toolkit Series No. 2. Washington, D.C., The World Bank.
- Greco, F. 2013. *UN WWAP UNESCO: Gendering Water Monitoring, Assessment And Reporting*. Conférence publique donnée à l'Université pour étrangers de Pérouse, septembre 2013. <https://prezi.com/z1cnnlee6f5t/un-wwap-unesco-gendering-water-monitoring-assessment-and-reporting/>
- Guyer, J. 1997. Endowments and assets: The anthropology of wealth and the economics of intrahousehold allocation. L. Haddad, J. Hoddinott and H. Alderman (eds), *Intrahousehold resource allocation in developing countries: Models, methods and policy*. Londres/Baltimore, UK/USA, The Johns Hopkins University Press, pp. 112-25. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/intrahhres.pdf>
- Harris, L. 2009. Gender and emergent water governance: Comparative overview of neoliberalized natures and gender dimensions of privatization, devolution and marketization. *Gender, Place & Culture: A Journal of Feminist Geography*, 16(4): 387-408.
- Hawkins, R. et Seager, J. 2010. Gender and Water in Mongolia. *The Professional Geographer*, 62(1): 16-32.

- ICF International. 2012a. *Survey Organization Manual for Demographic and Health Surveys*. MEASURE DHS. Calverton, Md., ICF International. http://dhsprogram.com/pubs/pdf/DHSM10/DHS6_Survey_Org_Manual_7Dec2012_DHSM10.pdf
- _____. 2012b. *Demographic and Health Survey Interviewer's Manual*. MEASURE DHS. Basic Documentation No. 2. Calverton, Md., ICF International. http://dhsprogram.com/pubs/pdf/DHSM1/DHS6_Interviewer_Manual_19Oct2012_DHSM1.pdf
- IHSN (Réseau international pour les enquêtes auprès des ménages). n.d. site web IHSN. www.surveynetwork.org/home/
- Leach, M. 1992. Gender and the environment: Traps or opportunities? *Development in Practice: An Oxfam Journal*, 2(1): 12–22.
- Linton, J. et Budds, J. 2014. The hydrosocial cycle: Defining and mobilizing a relational-dialectical approach to water. *Geoforum*, 57:170-180. <http://dx.doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.10.008>
- Meyers, L. et Jones, L. 2012. *Gender Analysis, Assessment, and Audit Manual and Toolkit*. ACDI/VOCA.
- Mies, M. et Shiva, V. 1993. *Ecofeminism*. London, Zed Books.
- Nightingale, A. 2002. Participating or Just Sitting In? The Dynamics of Gender and Caste in Community Forestry. *Journal of Forest and Livelihood*, 2(1): 17-24.
- Oakley, A. 1981. Interviewing women: A contradiction in terms. H. Roberts (ed.), *Doing feminist research*. London, Routledge, pp. 30-61.
- Ortner, S. B. 1974. Is female to male as nature is to culture? M. Z. Rosaldo et L. Lamphere (eds), *Woman, culture and society*, Stanford, Calif., Stanford University Press, pp. 67-88.
- Overholt, C., Anderson, M. B., Cloud, K. et Austin, J. E. (eds). 1984. *Gender Roles in Development Projects: A Case Book*. West Hartford, Conn., Kumarian Press.
- Parsons, J. A. 2008. Key Informant. P. J. Lavrakas (ed.), *Encyclopedia of Survey Research Methods*. Thousand Oaks, Calif., SAGE Publications.
- Postma, L., van Wijk, C. et Otte, C. 2003. *Participatory quantification in the water and sanitation sector*. Participatory Learning and Action (PLA) Notes No. 47. London, International Institute for Environment and Development (IIED).
- ONU (Organisation des Nations Unies). 1990. *Promotion of Women's Participation in Water Resources Development: Report of the Seminar, Bamako, Mali, November 14-18 1988*. Natural Resources/Water Series No. 25. New York, UN.
- _____. 2013. *Statistiques ventilées par sexe : rapport du Secrétaire général*. Commission statistique, quarante-quatrième session, 26 février – 1er mars 2013. Conseil économique et social des Nations Unies. <http://unstats.un.org/unsd/statcom/doc13/2013-10-GenderStats-F.pdf>
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2006. *Human Development Report: Water for Life*. New York, PNUD.
- Pradhan, B. 2003. Measuring Empowerment: A Methodological Approach. *Development*, 46(2): 51–57.
- Rathgeber, E. M. 1996. Women, Men, and Water-Resource Management in Africa. E. Rached, E. M. Rathgeber and D. Brooks (eds), *Water Management in Africa and the Middle East: Challenges and Opportunities*. Ottawa, International Development Research Centre (IDRC), pp. 49-72.
- Ray, I. 2007. Women, Water and Development. *Annual Review of Environment and Resources*, 32: 421–49.
- Rocheleau, D. E., Thomas-Slayter, B. et Wangari, E. 1996. Gender and environment: A feminist political ecology perspective. D.E. Rocheleau, B. Thomas-Slayter and E. Wangari (eds), *Feminist political ecology: Global issues and local experience*. London/New York, Routledge, pp. 3-23.

- Schroeder, R. A. 1999. *Shady practices: Agroforestry and gender politics in the Gambia*. Berkeley, Calif. University of California. <http://ark.cdlib.org/ark:/13030/ft5n39p01v/>
- Seager, J. 1993. *Earth Follies: Coming to feminist terms with the global environmental crisis*. London, Earthscan.
- _____. 2010. Gender and water: Good rhetoric, but it doesn't 'count'. *Geoforum*, 41(1):1–3.
- Shiva, V. 1989. *Staying alive: Women, ecology and development*. London, Zed Books.
- _____. 2002. *Water Wars: Privatization, pollution, and profit*. Cambridge, Mass., South End Press.
- Sommer, M. 2010. Where the education system and women's bodies collide: The social and health impact of girls' experiences of menstruation and schooling in Tanzania. *Journal of Adolescence*, 33(4): 521-29.
- Sturgeon, N. 1997. *Ecofeminist natures: Race, gender, feminist theory, and political action*. London/New York, Routledge.
- Sultana, F. 2007. Water, water everywhere, but not a drop to drink: Pani politics (water politics) in rural Bangladesh. *International Feminist Journal of Politics*. 9 (4): 494–502.
- Swyngedouw, E. 2006. *Power, water and money: Exploring the nexus*. Human Development Report Office Occasional Paper. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). <http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2006/papers/Swyngedouw.pdf>
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). n.d. Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau, Présentation du projet et de ses différentes phases. <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/water/wwap/water-and-gender/project-overview-and-phases/>
- UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance). n.d. Gender and water, sanitation and hygiene (WASH). Site web Afrique de l'Est et de l'Ouest. http://www.unicef.org/esaro/7310_Gender_and_WASH.html
- van Koppen, B. 2002. Towards a Gender and Water Index. C. Sullivan, J.R. Meigh et T.S. Fediw, *Derivation and Testing of the Water Poverty Index, Phase 1*. Wallingford, London, UK, Centre for Ecology and Hydrology (CEH). http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/Water/WPI_H_30746.pdf
- van Wijk-Sijbesma, C. 2001. *The best of two worlds? Methodology for participatory assessment of community water services*. IRC Technical Paper No. 38. Delft, Pays-Bas, IRC International Water and Sanitation Centre.
- Water.org. n.d.. <http://water.org/water-crisis/womens-crisis/>
- Wellesley Editorial Committee. 1977. *Women and national development: The complexities of change*. Chicago, Ill., University of Chicago Press.
- WWAP (Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau). 2012. *4ème édition du rapport mondial de l'ONU sur la mise en valeur des ressources en eau, Gérer l'eau dans des conditions d'incertitude et de risque*. Paris, UNESCO. <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/water/wwap/wwdr/wwdr4-2012/>
- _____. *Rapport mondial 2014 de l'ONU sur la mise en valeur des ressources en eau, Eau et Énergie*. Paris, UNESCO. <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/water/wwap/wwdr/2014-water-and-energy/>
- _____. *Rapport mondial 2015 de l'ONU sur la mise en valeur des ressources en eau, L'eau pour un monde durable*. Paris, UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002318/231823E.pdf>

Le Programme mondial des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) a lancé un programme pionnier, « Évaluation du suivi des ressources en eau intégrant le genre », afin de développer et de tester la méthodologie de collecte et d'analyse de données clés sexospécifiques dans le secteur de l'eau. Le projet démontrera la valeur des données sexospécifiques, fournira un soutien important au suivi des objectifs de développement de l'après-2015, renforcera les capacités pour la collecte au niveau national de données sexospécifiques dans le secteur de l'eau, assurera la promotion (auprès des dirigeants et décideurs politiques nationaux) de la généralisation du genre et créera un fonds de connaissances relatives aux ressources en eau, qui permettra par la suite d'évaluer les progrès réalisés en matière de genre.

Le WWAP établit dans ce document technique un ensemble d'indicateurs de priorité sexospécifiques et une méthodologie correspondante, qui, avec les directives sur la manière de collecter des données sexospécifiques et un questionnaire pour les enquêtes sur le terrain, composent le Kit d'outils complet produit dans le cadre du projet. Les Lignes directrices et le Questionnaire sont disponibles sur le site web du WWAP.

La liste complète des indicateurs de priorité décrits dans ce document technique couvrent cinq grands sujets : i) la gouvernance de l'eau, ii) la salubrité de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène, iii) la prise de décisions et la production de connaissances, iv) la gestion des ressources hydriques transfrontières, et v) l'eau en tant que source de revenus pour l'industrie et l'agriculture. Plus précisément, les indicateurs ont trait à l'autonomisation des femmes dans le domaine de l'eau et à leur participation à la prise de décisions liées à l'eau, la création de revenus, et les heures de travail liées à l'eau et non comptabilisées. Le document fournit également une méthodologie complète pour la collecte de données et d'informations.

Une enquête de 2013 menée par la Commission statistique de l'ONU a révélé que les données sur l'eau sexospécifiques faisaient partie des indicateurs de niveau national les moins disponibles : 45,2 pour cent des pays ne produisent aucune statistique sexospécifique sur l'eau. Le projet du WWAP aidera les pays à modifier ces statistiques.

ISBN: 978-92-3-200081-1



9 789232 000811



Government of Italy



Umbria Region